

Partie 1 Les concepts économiques de base

Période 1 Le marché

Séquence 1 Notion

Paragraphe 1 Définition (manuel pages 6 à 8)

1. le sens concret

Le marché présente un aspect concret, pratique. C'est un espace, physique, de rencontre entre une offre et une demande pour un bien économique donné. La confrontation des propositions des demandeurs et des offreurs conduit à l'échange d'une quantité donnée de ce bien moyennant un prix.

2. le sens abstrait

Pour la théorie économique, le marché est un lieu abstrait qui regroupe les offres et les demandes qui seraient théoriquement présentées selon la valeur d'échange, pour un bien déterminé.

Remarque

La confrontation de l'offre et de la demande peut être directe (ex : le souk) ou à distance (ex : vente par téléphone ou par Internet)

Paragraphe 2 Les composantes ou les constituants du marché (manuel page 12)

1. l'offre

Au sens économique, c'est la quantité d'un bien ou d'un service que des offreurs désirent céder pour un prix donné.

Remarques

♦ On distingue : l'offre individuelle (situation d'un offerant particulier) ; l'offre d'un marché (ensemble des offres d'un bien ou service déterminé) ; l'offre globale (ensemble des offres de tous les biens et services).

♦ La courbe d'offre présente une allure caractéristique, ascendante vers la droite

2. la demande

Au sens économique, c'est la quantité d'un bien ou d'un service que des acheteurs souhaitent acquérir pour un prix donné.

Remarques

♦ On distingue : la demande individuelle (situation d'un demandeur particulier) ; la demande d'un marché (ensemble des demandes d'un bien ou service déterminé) ; la demande globale (ensemble des demandes de tous les biens et services).

♦ La courbe de demande présente une allure caractéristique, descendante vers la droite.

3. le prix

Le régulateur du marché est le prix. En confrontant les courbes normales d'offre et de demande, aux différents prix envisageables d'un produit, sur un même graphique, on constate que les deux courbes se coupent normalement en un point. Ce point fournit le prix d'équilibre du marché.

4. l'instrument de l'échange : la monnaie

La mesure de l'échange se fait à l'aide d'un étalon, la monnaie, qui sert de contre-prestation au bien ou service fourni.

Séquence 2 Les types de marché selon l'objet (manuel page 18)

On distingue :

- Le marché des biens et services ;
- Le marché du travail ;
- Le marché des capitaux ;
- Le marché de change.

Période 2 Le circuit économique

Séquence 1 Rappels

(Voir cours de première année et manuel de 2^{ème} année pages 43 à 47)

Séquence 2 Elaboration d'un circuit économique élargi (voir manuel pages 50 à 54)

Paragraphe 1 Notion de circuit économique élargi

Schéma permettant de réaliser une description synthétique de l'activité économique en mettant en évidence les différents flux qui s'établissent entre les différents secteurs institutionnels.

Remarque

Deux approches sont retenues pour rendre compte de l'ensemble de l'activité économique :

- * une représentation en terme de circuit ;
- * une représentation en terme de fonction.

Paragraphe 2 Circuit économique élargi en économie ouverte

* Le circuit économique élargi présente quatre secteurs institutionnels ; il décrit les flux monétaires échangés entre ces secteurs institutionnels.

* A ces secteurs vient s'ajouter le reste du monde, sixième secteur institutionnel, puisqu'il s'agit d'une économie ouverte.

* Les flux échangés entre ménages et sociétés et quasi-sociétés non financières passent par le marché des biens et services ; alors que les agents épargnants et ceux investisseurs se rencontrent à travers les sociétés financières et le marché des capitaux. Quant à l'offre de travail (ménages) et la demande de travail (sociétés et quasi-sociétés non financières et sociétés financières), elles se rencontrent à travers le marché du travail.

Remarque : une économie est qualifiée de fermée quand elle n'échange pas de flux avec le reste du monde.

Période 3 Les agrégats de la comptabilité nationale

Séquence 1 La comptabilité nationale

► La comptabilité nationale regroupe toutes les informations chiffrées relatives à l'activité économique d'un pays, pour une période donnée.

L'estimation de la valeur de la production, des revenus, de l'investissement, de la consommation, de l'épargne, l'évolution des prix, le niveau de l'emploi, la valeur des exportations, la valeur des importations, etc., sont donnés dans les comptes nationaux.

► L'objet de la comptabilité nationale n'est pas de comptabiliser l'activité de chaque agent en particulier mais l'activité globale d'un pays ; l'approche de la comptabilité nationale est macro-économique.

► Pour pouvoir calculer les agrégats (ex : P.I.B) et mettre en évidence les relations économiques fondamentales, les comptes nationaux doivent saisir l'information auprès des agents économiques. Comme la publication de plusieurs millions de données chiffrées sur des millions d'individus et d'organismes qui opèrent des milliers d'actes économiques seraient inutilisables, les comptes nationaux ont été amenés à :

- classer les agents économiques en groupes relativement homogènes appelés « secteurs institutionnels » ;
- décrire le comportement des agents à partir de quatre comptes (compte de production, compte de revenus et dépenses, compte de capital et compte financier) ;
- donner une vision synthétique de l'économie à l'aide de tableaux de synthèses, tel que le tableau des ressources et emplois (TRE).

► Dans la mesure où elle permet d'analyser les interdépendances d'une économie, la comptabilité nationale est un instrument indispensable pour assurer la cohérence des prévisions dans le cadre de la politique économique des gouvernements.

Séquence 2 Les agrégats (voir manuel pages 60 à 71)

Paragraphe 1 Notion

Les agrégats sont des grandeurs représentatives d'une économie, calculées par le comptable national pour mesurer les résultats d'ensemble.

Paragraphe 2 Types d'agrégat

1. L'agrégat de produit ou de production : le Produit Intérieur Brut (PIB)

1.1. Définition

D'après le HCP, le produit intérieur brut (PIB) est le résultat synthétique de l'activité nationale de production. Il représente la richesse créée au cours de la période considérée sur le territoire économique du pays. Il est obtenu selon trois optiques : production, demande et revenu.

1.2. Calcul du PIB

1.2.1. Optique Production

P.I.B = Valeur ajoutée au prix de base + impôts sur les produits nets de subventions

NB : ☉ Valeur ajoutée au prix de base = Production – Consommation Intermédiaire = Somme des valeurs ajoutées.

☉ Impôts sur les produits nets de subventions = Impôts sur les produits – Subventions sur les produits.

1.2.2. Optique Revenu

PIB = Somme des rémunérations des facteurs = Rémunérations des salariés + Excédent brut d'exploitation + Revenus mixtes bruts des entrepreneurs individuels + impôts nets des subventions sur les produits, sur la production et sur les importations

1.2.3. Optique Demande

PIB = CF des ménages + CF des APU + FBCF +/- VS + X de biens et services – M de biens et services.

NB : CF Consommation Finale ; X Exportations ; M Importations ; APU Administrations publiques

Rmq's importantes : D'après le système de la Comptabilité Nationale Marocaine (base 1998) :

* PIB à prix courants ou PIB en valeur : PIB exprimé aux prix de l'année courante.

* PIB à prix constants ou PIB en volume : PIB exprimé aux prix de l'année précédente.

* La croissance économique annuelle constitue l'évolution en volume du PIB ; elle correspond à la variation relative entre le PIB de l'année t, exprimé aux prix de l'année t-1, et le PIB de l'année t-1 exprimé aux prix de l'année t-1.

2. Les agrégats de revenu

2.1. Définition

Ce sont des agrégats décrivant le processus de formation des revenus des secteurs institutionnels résidents issus de la répartition primaire et des transferts.

2.2. Types

2.2.1. Revenu National Brut (RNB)

RNB = PIB +/- Revenus de la propriété nets en provenance de l'Extérieur

NB : Revenus de la propriété nets en provenance de l'Extérieur = Revenus de la propriété reçus de l'Extérieur – Revenus de la propriété versés à l'Extérieur.

2.2.2. Le Revenu National Brut Disponible (RNBD)

RNBD = RNB +/- Transferts courants nets en provenance de l'Extérieur

NB : Transferts courants nets en provenance de l'Extérieur = Transferts courants reçus de l'Extérieur – Transferts courants versés à l'Extérieur.

ou **RNBD = Dépenses de CF + Epargne Nationale Brute**

3. Les agrégats de la dépense

3.1. Définition

Il s'agit d'agrégats qui mesurent la consommation et l'investissement.

3.2. Types

3.2.1. Dépenses de Consommation Finale (DCF)

DCF = DCF des Ménages + DCF des APU

3.2.2. Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)

D'après le HCP, la FBCF correspond aux actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant une durée d'au moins un an.

$$\text{FBCF} = \text{Investissement national} \pm \text{Variation des stocks (VS)}$$

3.2.3. Investissement National (IN)

$$\text{Investissement National} = \text{FBCF} \pm \text{Variation des stocks}$$

3.2.4. Demande Intérieure (DI)

$$\text{Demande Intérieure} = \text{DCF} + \text{FBCF} \pm \text{Variation des stocks}$$

3.2.5. Demande Globale (DG)

$$\text{Demande Globale} = \text{Demande Intérieure} + \text{Demande Extérieure}$$

NB : La Demande Extérieure correspond aux exportations de biens et services

3.2.6. Demande Nette (DN)

$$\text{Demande Nette} = \text{DCF} + \text{FBCF} \pm \text{Variation des Stocks} + (\text{X de biens et services} - \text{M de biens et services})$$

4. L'agrégat d'épargne : l'Épargne Nationale Brute (ENB)

4.1. Définition

Cet agrégat renseigne sur l'aptitude d'une économie à renouveler ses équipements et financer ses investissements par ses propres moyens de financement.

4.2. Calcul

$$\text{ENB} = \text{RNDB} - \text{CFN}$$

Rmq importante Comparaison de l'agrégat de dépense IN et de l'agrégat d'épargne ENB

Deux situations de déséquilibre peuvent se présenter :

- ▶ $\text{ENB} > \text{IN}$: l'économie dégage une capacité de financement ;
- ▶ $\text{IN} > \text{ENB}$: l'économie a un besoin de financement.

Paragraphe 3 Quelques ratios économiques

Ratio	Formule
Produit Intérieur Brut par habitant	$\text{PIB} / \text{Population légale}$
Revenu National Brut Disponible par habitant	$\text{RNBD} / \text{Population légale}$
Part des DCF dans le PIB	$\text{DCF} / \text{PIB} \times 100$
Taux d'investissement	$\text{FBCF} / \text{PIB} \times 100$
Taux d'Épargne Nationale	$\text{ENB} / \text{PIB} \times 100$
Capacité (+) ou Besoin de financement (-) en % du PIB	$\text{Capacité (+) ou Besoin de financement (-)} / \text{PIB} \times 100$

Paragraphe 4 Mesure de l'évolution des agrégats par l'indice simple

(Voir pages 74 à 76 du manuel et cahier de prise de notes de l'élève : Fiche outil)

Remarques

- ▶ L'indice permet également des comparaisons dans l'espace ;
- ▶ Il y a d'autres méthodes pour exprimer une évolution (voir partie exercices).

Séquence 3 Le Tableau des Ressources et des Emplois TRE

(ou Tableau des Entrées et des Sorties TES)

Paragraphe 1 Illustration (Voir manuel pages cahier de prise de notes de l'élève)

Paragraphe 2 Notion

Le TRE est une présentation du système de production mettant en évidence les relations entre les produits et les branches de l'économie.

Paragraphe 3 Structure

Le TRE se présente sous la forme de trois grands blocs :

- une matrice des ressources ventilant par produits les ressources du compte de biens et services ;
- une matrice des consommations intermédiaires ventilée par produits et branches ; elle est associée à une matrice ventilant par branches la valeur ajoutée et la production ;
- une matrice des emplois finals ventilant par produits les emplois finals du compte de biens et services.

Séquence 4 Limites de la comptabilité nationale et de l'agrégat PIB

Paragraphe 1 Les limites de la comptabilité nationale

- ◆ Eclairage limité sur la vie économique de la nation : dans la mesure même où la comptabilité nationale privilégie l'approche macro-économique, certains aspects de la vie économique n'apparaissent pas dans les comptes nationaux, et plus l'approche est globale, plus la réalité économique se trouve simplifiée ;
- ◆ Lacunes de l'information statistique : seul un système statistique complet et fiable peut permettre d'élaborer une comptabilité nationale ; or une partie de l'activité économique échappe à tout recensement ;
- ◆ Difficultés d'effectuer des prévisions du fait d'un certain nombre de facteurs : la survenance d'événements inattendus, les modifications de politiques économiques, les changements imprévisibles des comportements des consommateurs et les fortes poussées inflationnistes.

Paragraphe 2 Les limites du PIB

- ◆ Le PIB ne comptabilise pas un certain nombre d'activités économiques : production domestique, bénévolat, travaux effectués pendant les heures de loisirs ; activités illicites
- ◆ Il sous-évalue certaines productions comme celle des administrations publiques, évaluées au coût des facteurs et non au prix du marché ;
- ◆ Il ne prend pas en compte les dégâts environnementaux et humains qui résultent de la production de richesses ;
- ◆ Il comporte des contradictions : il comptabilise le mal et son remède.

Remarque

Certains indicateurs comme l'IDN (notion détaillée dans la partie 4) tentent de remédier aux insuffisances du PIB en intégrant des critères plus significatifs.

Notions fondamentales de la partie 1

Période 1 Le marché

Composantes du marché : demande, offre et prix – Marché au sens abstrait – Types de marché selon l'objet : marché de change – marché des biens et services – marché des capitaux – marché du travail.

Période 2 Le circuit économique

Circuit économique : élargi, fermé, ouvert, par fonctions et par secteurs institutionnels – Flux : monétaires et réels – Secteurs institutionnels.

Période 3 Les agrégats de la comptabilité nationale

Agrégats – Agrégat de produit : PIB, Agrégats de revenu : RNB et RNBD, Agrégats de dépense : DCF, FBCF, Investissement national, Demande intérieure, Demande globale et Demande nette – agrégat d'épargne : ENB – Besoin de financement (-) / Capacité de financement (+) – Emplois : intermédiaires et finals – Equilibre ressources emplois – Ratios économiques (voir tableau en page 4 du cours) – Ressources – Tableau des ressources et des emplois -

Partie 2 L'intervention de l'Etat

Période 1 L'insuffisance de la régulation par le marché

Séquence 1 La régulation par le marché (manuel pages 90 à 107)

Paragraphe 1 La régulation économique

1. Notion

Processus complexe par lequel un système économique et social parvient à se reproduire dans le temps en conservant l'essentiel de ses caractéristiques structurelles par de-là les crises qui l'affectent.

2. Types

* **la régulation endogène** : les libéraux (**approche libérale**) comptent sur une régulation par les mécanismes du marché (a) et prônent une intervention très limitée de l'Etat. Celui-ci doit assurer les fonctions régaliennes (b) ;

* **la régulation exogène** : le courant keynésien (**approche keynésienne**), lui, met l'accent sur la nécessaire intervention de l'Etat comme agent de régulation.

(a) **Loi de l'offre et de la demande** : c'est un mécanisme régulateur qui, en faisant varier le prix, permet d'obtenir un équilibre entre l'offre et la demande. Ainsi, pour un niveau de prix inférieur à l'équilibre, il existera un excès de la demande sur l'offre et cela va provoquer une hausse des prix ; cette hausse des prix, en particulier, va décourager les demandeurs d'un côté et pousser les producteurs à augmenter l'offre, de l'autre, résorbant ainsi la pénurie potentielle. Et inversement.

(b) assurer la sécurité des biens et des personnes, la justice et défendre le pays contre les agressions externes.

Paragraphe 2 Les régimes de marché

1. Les régimes théoriques ou de référence

1.1. Le cas de la concurrence pure et parfaite (CPP)

1.1.1. Les conditions de la CPP

Atomicité

Il existe un très grand nombre de producteurs et d'acheteurs sur le marché : aucun agent particulier n'a un poids suffisant pour influencer les résultats du marché.

Liberté

A tout moment, n'importe quel agent, acheteur ou producteur, est libre de participer ou de ne pas participer à l'activité du marché. Cela implique en particulier qu'il n'existe aucune réglementation limitant les conditions dans lesquelles on peut pratiquer une activité.

Homogénéité

Toutes les entreprises produisent un même produit homogène, c'est-à-dire considéré comme identique par les acheteurs qui sont donc indifférents à l'identité de l'entreprise à laquelle ils achètent le produit. La concurrence entre les entreprises ne peut donc porter sur les caractéristiques spécifiques de leur produit ; elle ne peut se faire qu'à travers les prix.

Mobilité

Les facteurs de production sont parfaitement mobiles. Le travail et le capital peuvent donc se déplacer librement et sans délai d'une entreprise à une autre ou d'un marché à un autre.

Transparence

L'information des différents agents intervenant sur le marché est parfaite, c'est-à-dire disponible immédiatement et sans coût. En particulier, cela signifie que tout le monde connaît en même temps et gratuitement toutes les quantités offertes et demandées par tous les agents, aux différents prix.

Source Sciences économiques et sociales Première Editions Bordas

Remarque importante : Si l'une des conditions de la CPP n'est pas vérifiée, on parle de concurrence imparfaite.

1.1.2. Détermination de l'équilibre (illustration sur cahier de prise de notes)

► au niveau du marché, l'équilibre correspond au point d'intersection entre la courbe d'offre et celle de demande. Sur l'axe des abscisses, on a la plus grande quantité échangée et sur l'axe des ordonnées le prix d'équilibre.

► au niveau de l'entreprise, l'équilibre correspond au point d'intersection (E_m) entre la courbe du coût marginal et le prix du marché autrement dit la recette moyenne qui représente la droite parallèle à l'axe des abscisses. Ce prix s'impose à l'entreprise ; c'est pourquoi elle est qualifiée de preneuse de prix (price taker).

L'optimum ou la maximisation du profit, situation d'équilibre, est donc réalisé quand :

Recette moyenne (RM) = Coût marginal (Cm), avec RM = prix du marché.

1.2. Le cas du monopole

1.2.1. Caractéristiques

Le monopole, seul offreur sur le marché, est en situation de price maker (faiseur des prix) ; à l'inverse du producteur en CPP qui subit le marché (price taker ou preneur de prix), le monopole peut définir le prix.

1.2.2. Types

On distingue :

- * le monopole naturel,
- * le monopole légal,
- * le monopole d'innovation.

Remarque

On distingue aussi le monopole discriminant lorsque celui-ci offre le même bien à des prix ou à des conditions différentes aux différents demandeurs.

1.2.3. Détermination de l'équilibre (illustration sur cahier de prise de notes)

L'équilibre correspond au point d'intersection (E_m) entre la courbe du coût marginal et la droite de la recette marginale (R_m) autrement dit quand l'unité supplémentaire produite coûte autant que ce qu'elle rapporte.

L'optimum ou la maximisation du profit, situation d'équilibre, est donc réalisé quand :

Recette marginale (Rm) = Coût marginal (Cm)

2. Les régimes réels

2.1. L'oligopole

- * situation de concurrence imparfaite où quelques offreurs se partagent le marché ;
- * chaque firme est capable d'identifier clairement ses concurrents et de tenir compte de leur comportement quand elle prend ses décisions de quantité ou de prix. Il existe une certaine interdépendance entre les décisions des firmes.
- * ces décisions peuvent conduire :
 - soit à des situations conflictuelles ou de non-coopération (combat, compétition) , on parle d'oligopole de guerre ;
 - soit à des situations de coopération entre les firmes, on parle d'oligopole de paix (entente).

Remarque

Les situations d'oligopole sont soutenues par des barrières à l'entrée qui découragent les nouveaux concurrents.

2.2. La concurrence monopolistique

C'est une structure de marché où les producteurs (offreurs) sont nombreux mais mettent en œuvre une stratégie de différenciation de leurs produits pour bénéficier d'une position commerciale ressemblant au monopole.

Fréquente dans les économies modernes, cette structure comprend deux aspects :

- des **éléments de concurrence** avec un grand nombre de vendeurs de **produits similaires** face à une multitude d'acheteurs (demandeurs) ;
- des **éléments de monopole**, où le producteur pratique une **différenciation** du produit dans le but de le rendre unique.

Remarque importante :

La concurrence monopolistique exige certaines conditions en plus de la différenciation du produit :

- * la branche de production doit comporter un grand nombre de firmes de telle sorte que chacune d'elles puisse espérer que ses actions ne seront pas remarquées par ses concurrents et qu'elle ne soit pas empêchée d'agir par crainte de représailles de leur part ;
- * l'entrée dans la branche doit être relativement facile, et il ne doit exister entre les firmes de la branche aucune entente, ni sur les prix, ni sur le partage du marché.

Séquence 2 Les dysfonctionnements du marché (pages 114 à 128 du manuel)

Paragraphe 1 Dysfonctionnement (ou déséquilibre) sur le marché des biens et des services : cas de l'inflation.

1. Mesure de l'inflation : l'indice des prix à la consommation (IPC)

1.1. Les indices synthétiques pondérés

1.1.1. L'indice global des valeurs (IGV)

1.1.2. Les indices Laspeyres

♪ Notion

Ce sont des nombres qui mesurent la variation relative d'une grandeur (soit le prix, soit les quantités) entre deux périodes.

Remarque : dans ces indices on tient compte de la structure des grandeurs de la période de référence.

♪ Types

1.1.3. Les indices Paasche

♪ Notion

Ce sont des nombres qui mesurent la variation relative d'une grandeur (soit le prix, soit les quantités) entre deux périodes.

Remarque : dans ces indices on tient compte de la structure des grandeurs de la période courante.

♪ Types

1.1.4. L'indice Fisher

1.2. L'indice des prix à la consommation (IPC) au Maroc

L'indice des prix à la consommation basé sur 478 articles (Base 2006) mesure la variation relative des prix dans le temps et dans l'espace d'un panier de produits destinés à la consommation finale des ménages.

La population de référence de l'indice est constituée par toutes les catégories socioéconomiques vivant en milieu urbain.

Le choix des produits retenus dans le panier de l'indice a été opéré selon leur importance dans la dépense totale ; telle qu'elle découle de l'enquête de consommation et des dépenses des ménages réalisée par le HCP.

Les points d'observation des prix à la consommation ont été choisis dans 17 grandes villes du royaume.

La formule de calcul utilisé est celle de Laspeyeres. L'IPC est calculé mensuellement selon des groupes et sous-groupes de produits.

2. Notion d'inflation

Déséquilibre économique se manifestant par une hausse durable, généralisée et cumulative des prix.

Rmq → Le niveau général des prix est mesuré par l'indice des prix à la consommation (IPC)

→ Il faut distinguer entre inflation et :

- * **inflation sous-jacente** : inflation mesurée par un indice désaisonnalisé qui exclut les prix soumis à l'intervention de l'Etat (prix administrés) et les produits à prix volatils.
- * **déflation**: baisse durable, généralisée et cumulative des prix.
- * **désinflation**: ralentissement (décélération) durable et auto-entretenu du rythme de hausse du niveau général des prix.
- * **stagflation** : coexistence de l'inflation et de la baisse de l'activité économique accompagnée d'un chômage élevé (stagnation + inflation).

3. Les causes ou les explications de l'inflation

3.1. L'inflation par la demande

3.1.1. Définition

Il y a inflation par la demande lorsque la hausse du niveau général des prix résulte d'un excès de la demande de biens et services que l'offre n'est pas en mesure de satisfaire.

3.1.2. Causes du déséquilibre

Excès de la demande	Insuffisance de l'offre
<ul style="list-style-type: none">* Augmentation des dépenses publiques :<ul style="list-style-type: none">- suite à une distribution supplémentaire de revenu- suite à des dépenses pour financer des investissements* Augmentation des dépenses privées :<ul style="list-style-type: none">- demande accrue de crédit à la production ou à la consommation- augmentation des revenus des ménages.	<ul style="list-style-type: none">* Diminution de la production agricole :<ul style="list-style-type: none">mauvaises conditions climatiques par ex.* Diminution de la production industrielle :<ul style="list-style-type: none">pénurie des facteurs de production (goulots d'étranglement)* Plein-emploi* Insuffisance des stocks* Forte exportation* Impossibilité de recourir à l'importation.

3.2. L'inflation par les coûts

3.2.1. Définition

Il y a inflation par les coûts lorsque la hausse du niveau général des prix résulte de la hausse des coûts de production sans qu'il y ait excès de la demande, les entrepreneurs veulent garder le même profit.

3..2.2. La hausse des coûts de production

→ hausse des salaires

- * Les salariés revendiquent des augmentations de salaire pour éviter la détérioration de leur pouvoir d'achat ;
- * Ils peuvent également revendiquer une augmentation pour améliorer leur niveau de vie ;
- * La pénurie de main d'œuvre pousse les entrepreneurs à accorder des salaires élevés (situation moins fréquente).

→ hausse des cours des matières premières

- * épuisement des gisements miniers ;
- * conditions climatiques défavorables
- * conditions de l'environnement politique ;
- * stockage spéculatif.

→ hausse des prix à l'importation

Il s'agit des augmentations provoquées par la hausse des prix des produits importés tels que les biens de production ; on parle d'inflation importée.

→ hausse des tarifs de différents services

Ex : augmentations du loyer, des tarifs d'eau et d'électricité

3.3. L'inflation monétaire

Selon les monétaristes, il y a inflation chaque fois que la masse monétaire (flux monétaires) augmente plus rapidement que le PIB (flux réels).

4. Les conséquences de l'inflation

Conséquences économiques	Conséquences sociales
<ul style="list-style-type: none"> * Dépréciation de la valeur de la monnaie. * Si l'épargne ne bénéficie pas de taux d'intérêt réel positif, elle est pénalisée, ce qui entraîne son découragement. * La tendance au déséquilibre de la balance commerciale : <ul style="list-style-type: none"> - Les exportations baissent car les produits nationaux se vendent chers à l'étranger, ils sont moins compétitifs ; - Les importations augmentent car elles coûtent moins cher que la production locale. * Incertitudes quant à la détermination de la rentabilité des investissements : la valeur des recettes espérées est incertaine. * La thésaurisation est favorisée au détriment des placements productifs. 	<ul style="list-style-type: none"> * Baisse du pouvoir d'achat des titulaires des revenus fixes (salariés, retraités, petits porteurs ou épargnants), alors que les titulaires des revenus variables peuvent ajuster leurs ressources à la hausse (entrepreneurs, professions libérales...). * Aggravation des inégalités sociales. * Exacerbation de la lutte des classes. * Le créancier est remboursé en monnaie dépréciée, ce qui profite à l'emprunteur, dont la charge réelle de remboursement est allégée.

Remarques

- * On distingue également des conséquences psychologiques : perte de confiance dans la valeur de la monnaie, fuite devant la monnaie.
- * Le taux d'intérêt nominal :
 - créateur : correspond au taux d'intérêt auquel une épargne est placée auprès d'une banque.
 - débiteur : correspond au taux d'intérêt auquel une banque prête à un agent économique.
- * Le taux d'intérêt réel peut être :
 - nul, si le taux d'intérêt nominal = taux d'inflation
 - positif, si le taux d'intérêt nominal > taux d'inflation
 - négatif, si le taux d'intérêt nominal < taux d'inflation.

Paragraphe 2 Dysfonctionnement (ou déséquilibre) sur le marché du travail : cas du chômage

1. Définitions

* **Le chômage** : situation de déséquilibre sur le marché du travail exprimé par un excès de l'offre de travail face à la demande de travail.

* **Le chômeur** : ► Au sens du HCP : toute personne âgée de 15 ans et plus, qui n'a pas une activité professionnelle et qui est à la recherche d'un emploi. (Site HCP)

► Au sens du BIT(*) : toute personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions : • être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ; • être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ; • avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois. (Site BIT)

(*) Bureau International du Travail

2. Mesure

* Taux de chômage (en %) =

Population active en chômage / Population active âgée de 15 ans et plus x 100

* Taux d'activité (en %) =

Population active âgée de 15 ans et plus / Population totale x 100

3. Caractéristiques du chômage au Maroc

Les actifs les plus exposés au risque du chômage sont : les jeunes, les femmes, les urbains, les diplômés.

Par ailleurs le chômage de longue durée (situation des actifs en chômage depuis plus d'un an) commence à prendre de l'importance.

Remarques

* le chômage aujourd'hui est un phénomène de masse : il ne cesse de s'accroître et il concerne toutes les catégories de la population active :

* Il y a une multiplicité de situations intermédiaires entre le chômage et l'emploi : le sous-emploi (travail à temps partiel involontaire), l'inactivité (stages de formation, préretraites), le travail atypique (travailleurs en contrat à durée déterminée).

4. Les causes du chômage

4.1. Le débat théorique : chômage classique et néo-classique (chômage volontaire) et chômage keynésien (chômage involontaire)

♪ Pour les libéraux (classiques et néo-classiques), le chômage naît de la **faiblesse de l'offre** : les entreprises produisent insuffisamment pour répondre à la demande existante ; ce comportement est dicté par le niveau des salaires réels supérieurs au salaire d'équilibre tel qu'il résulte des lois du marché. Le coût du travail serait donc un obstacle au plein emploi.

Remarque Il faut assouplir les conditions sur le marché du travail pour diminuer le chômage.

♪ Pour les keynésiens, le chômage provient d'une **insuffisance de la demande** par rapport aux capacités de production : les entreprises n'ont pas intérêt à produire plus que la demande car elles ne sont pas assurées d'écouler la production correspondante.

Remarque L'augmentation des salaires, mais aussi des dépenses publiques permet de réduire le chômage.

4.2. Le chômage, un phénomène complexe

Facteurs explicatifs du chômage : **état de la conjoncture nationale et internationale** (faiblesse de la demande intérieure et celle extérieure) ; **substitution du capital au travail** (remplacement de l'homme par la machine) ; **pression démographique** (accroissement démographique plus rapide que la croissance économique, arrivée des femmes sur le marché du travail) ; **délocalisations et restructurations industrielles** (suppression d'emplois entraînée par la course à la compétitivité prix pour faire face à la concurrence) ; **inadéquation formation-emploi** (les qualifications disponibles ne correspondent pas aux qualifications demandées par le marché du travail.

5. Les conséquences du chômage

* Sur le plan individuel :

Le travail est devenu un facteur d'intégration sociale important. Par conséquent, la perte du revenu entraîne l'isolement progressif du chômeur et donc une perturbation de l'environnement familial ; une telle situation favorise l'exclusion sociale, la marginalisation.

* Sur le plan socio-économique global :

- le chômage est un gâchis : perte et gaspillage des énergies humaines, donc affectation de la croissance ;
- le chômage, selon les keynésiens, entraîne une perte de pouvoir d'achat, donc une diminution de la demande, ce qui représente un manque à gagner pour stimuler la croissance ;
- le chômage a un coût : pour l'Etat (aides ...), pour les familles (prise en charge du chômeur) ;
- le chômage de masse et surtout de longue durée implique une certaine déstabilisation ou un dysfonctionnement social : développement du crime, suicide, fracture sociale,...

Période 2 : Les instruments d'intervention de l'Etat

Séquence 1 La politique économique

Paragraphe 1 De l'Etat gendarme à l'Etat providence

Elément	Etat gendarme	Etat providence (*)
Définition	Intervention minimale de l'APU	Intervention active de l'Etat au niveau économique et au niveau social.
Fonctions	L'Etat assure : trois fonctions (police, justice et sécurité) nommées fonctions régaliennes et un minimum d'infrastructure.	En plus des fonctions régaliennes, l'Etat assure des fonctions : d'allocation, de redistribution et de régulation.
Fondement théorique	Le courant libéral (classiques et néoclassiques) ; c'est l'Etat libéral.	Le courant keynésien ; c'est l'Etat interventionniste.

(*) La notion d'Etat providence s'est imposée comme réponse à la crise des années 1930 ; en effet, celle-ci a montré que les mécanismes du marché ne pouvaient, à eux seuls, garantir le retour à l'équilibre et assurer ainsi la régulation du système.

Paragraphe 2 Définition de la politique économique

La politique économique consiste dans la manipulation délibérée d'un certain nombre de moyens mis en oeuvre pour atteindre certaines fins.

Commentaire de la définition :

- * manipulation délibérée : action volontaire, voulue ;
- * moyens : instruments, techniques utilisés ;
- * fins : objectifs.

Paragraphe 3 Types de politiques économiques

♥ la politique économique est conjoncturelle quand l'objectif des mesures est d'agir sur les fluctuations économiques (conjoncture économique) ; c'est un objectif à court terme (échéance pour la réalisation des objectifs : 24 mois maximum).

♥ la politique économique est structurelle quand l'objectif est une modification en profondeur du fonctionnement de l'économie ; c'est un objectif à long terme (échéance pour la réalisation des objectifs au-delà de 24 mois).

RMQ : Relance (lutte contre le chômage) et rigueur ou stabilisation (lutte contre l'inflation) constituent des politiques conjoncturelles.

Paragraphe 4 Les objectifs de la politique économique conjoncturelle :

le carré magique de N.Kaldor

1. Notion

Le **carré magique** est une représentation graphique des quatre grands objectifs de la politique économique d'un pays :

- * la croissance économique, mesurée par le taux de croissance du PIB (en volume),
- * l'emploi, apprécié par le taux de chômage,
- * l'équilibre extérieur, mesuré par le solde de la balance courante exprimé en pourcentage du PIB,
- * et la stabilité des prix, évaluée par le taux d'inflation.

C'est l'économiste keynésien, N. Kaldor qui en est à l'origine.

C'est en rejoignant les quatre points, qu'on obtient un quadrilatère qui représente d'autant mieux une situation économique favorable que ce quadrilatère est proche du carré magique. Il est qualifié de magique car irréalizable. En effet un État ne réussira jamais à atteindre simultanément les quatre objectifs.

RMQ La compatibilité des objectifs (couples d'objectifs)

La croissance économique génère, en principe, des emplois ce qui contribue à la réduction du chômage. Par ailleurs, la maîtrise de l'inflation conduit au recul de la demande, donc le recul des importations, ce qui favorise l'amélioration de l'équilibre externe.

Mais, la croissance économique augmente les revenus distribués, ce qui augmente la demande et par conséquent augmente les prix (inflation). L'augmentation de la demande intérieure entraîne, à un autre niveau, une augmentation des importations. D'où risque d'une détérioration de l'équilibre externe.

2. Utilité

Le carré magique :

- permet de se faire une idée sur la situation économique d'un pays à une date n,
- facilite la comparaison dans le temps et dans l'espace,
- permet d'évaluer les effets de la politique économique appliquée,
- aide à la prise de décisions en matière de politique économique, ...

3. Limites

► Les objectifs du carré magique restent des objectifs de court terme, donc les objectifs des politiques économiques structurelles ne sont pas pris en compte ; la vision des décideurs sera ainsi limitée de même que les décisions à prendre ;

► Le carré magique reste une représentation schématique et non la réalité. En effet, les quatre objectifs sont incompatibles.

Séquence 2 La politique budgétaire

Paragraphe 1 Evolution de la conception du budget

La notion de budget a évolué dans le temps ; deux conceptions se dégagent :

→ **Conception libérale (classique)** : qui a prévalu avant la naissance de l'État interventionniste, considère le budget comme un simple document administratif et comptable. L'État doit adapter ses dépenses à ses ressources ; le budget doit donc être équilibré. C'est le principe de l'orthodoxie budgétaire.

→ **Conception keynésienne** : née au moment où l'État pouvant et devant intervenir dans le domaine économique jusqu'alors réservé au privé. Le budget est un instrument de régulation. Le budget peut être déséquilibré, plus précisément déficitaire. On parle de budget volontariste.

La notion de budget va ainsi perdre de son importance au profit d'un nouveau concept : la loi de finances.

Rappel des pré-requis :

* **effet multiplicateur d'investissement** : l'effet multiplicateur joue chaque fois que l'augmentation de l'investissement (public) entraîne une augmentation plus que proportionnelle du Revenu National.

NB : l'effet multiplicateur est un principe keynésien. Il se calcule à partir de la formule suivante : $k \times \Delta I = \Delta R$, avec $K = 1 / PmE$ ($PmE = 1 - PmC$)

* **effet accélérateur** : il y a effet accélérateur d'investissement, chaque fois qu'une variation de la demande finale entraîne une variation plus que proportionnelle de la demande de biens d'équipement (investissement).

Paragraphe 2 La loi de finances (LF)

1. Définition

Loi qui prévoit, évalue et autorise, pour chaque année budgétaire, l'ensemble des ressources et des charges de l'Etat, compte tenu d'un équilibre économique et financier qu'elle définit. On parle de loi de finances initiale.

2. Les composantes de la LF au Maroc

La loi de finances comprend trois composantes :

► Le budget général de l'Etat (**BGE**) : c'est une partie de la LF qui retrace les recettes et les dépenses des services publics administratifs.

► Les Services de l'Etat Gérés de Manière Autonome (**SEGMA**) : il s'agit de services qui ne sont pas dotés de la personnalité morale et dont les actions tendent à produire des biens ou à rendre des services donnant lieu à rémunération. Les dépenses de ces services sont couvertes par des recettes propres complétées le cas échéant par des dotations budgétaires.

► Les Comptes Spéciaux du Trésor (**CST**) : ce sont des comptes qui retracent les opérations de services de l'Etat que l'on entend distinguer du budget général en raison de leur nature, de leur caractère temporaire ou de l'affectation de certaines ressources à certaines dépenses.

3. Calcul de soldes

→ **Solde Ordinaire du budget général** = Ressources budgétaires ordinaires - Dépenses budgétaires ordinaires. Avec : * Ressources ordinaires : - Recettes fiscales, - Produits de monopoles, d'exploitation et de participation financières de l'Etat, - Produits et revenus du domaine, - Recettes diverses. * Dépenses ordinaires : - Dépenses de fonctionnement, - Dépenses en Intérêts et Commissions se rapportant à la dette publique,

→ **Solde du budget général** = (Ressources budgétaires ordinaires + Recettes d'emprunts, dons et legs + Produits des cessions de participations de l'Etat) - (Dépenses budgétaires ordinaires + Dépenses relatives aux Amortissements de la Dette à moyen et long termes + Dépenses d'investissement du Budget Général).

→ **Solde global** = Solde du budget général + solde des SEGMA + soldes des CST

Avec : * Solde des SEGMA = Ressources des Budgets des SEGMA - (Dépenses d'exploitation des SEGMA + Dépenses d'investissement des SEGMA) ; * Solde des CST = Ressources des CST - Dépenses des CST.

Paragraphe 3 La régulation par le budget

1. Notion de politique budgétaire

La politique budgétaire consiste en la manipulation délibérée des variables budgétaires (Ressources et Dépenses) par l'Etat pour réguler l'économie.

Rmq La politique budgétaire a fait l'objet de nombreux débats opposant keynésiens et libéraux.

2. Situation de régulation

	Politique de relance	Politique de rigueur
Objectifs	Lutter contre le chômage : l'Etat mène une politique de relance qui vise à faire repartir la machine économique : "Go!"	Lutter contre l'inflation : l'Etat mène une politique de stabilisation, de rigueur ou de déflation qui vise à limiter les hausses de prix, voire même leur diminution : "Stop" NB : La rigueur peut aussi avoir comme objectif la réduction du déficit budgétaire.
Moyens : *action par les ressources *action par les dépenses	L'Etat réduit les impôts (sur le revenu, sur la dépense). L'Etat stimule l'investissement en réalisant des projets, il augmente les salaires, verse des allocations aux chômeurs et accorde des subventions aux entreprises en difficulté.	L'Etat augmente les impôts notamment sur la dépense. L'Etat bloque les salaires, il diminue les dépenses d'investissements, supprime les subventions
Conséquences	Les dépenses vont augmenter, alors que les ressources vont diminuer, ce qui entraîne l'apparition d'un déficit budgétaire, voire son aggravation.	Les dépenses vont diminuer, les recettes vont augmenter, ce qui permet de résorber le déficit, et favorise, par la même occasion, la constitution d'un excédent budgétaire

3. Limites de la politique budgétaire

3.1. Cas de la politique de relance

La politique budgétaire de relance fait l'objet de 3 grandes critiques :

→ La première est liée à l'ouverture des économies aux échanges internationaux. Une politique de relance économique fondée sur un déficit budgétaire risque de favoriser les entreprises étrangères, les nouveaux revenus distribués enclenchant le mécanisme du multiplicateur (cf les pré-requis) au profit des seuls agents économiques étrangers. C'est une manifestation de la **contrainte extérieure**.

→ La seconde critique correspond au problème du financement du déficit budgétaire. S'il est financé par création monétaire, il y a **risque d'inflation**. S'il est, en revanche, financé par des emprunts auprès d'agents économiques, se pose le problème de **l'effet d'éviction**. En effet, lorsque l'Etat est en concurrence avec des acteurs privés pour emprunter, les taux d'intérêt montent ce qui décourage le recours à l'emprunt pour ces acteurs. D'où un ralentissement de l'activité économique.

→ Une dernière critique importante de la politique budgétaire, liée elle aussi au financement d'un déficit, concerne le problème de la dette. Plusieurs années de déficits budgétaires peuvent conduire à une accumulation de la dette publique (en cas de financement par l'emprunt). Un risque important apparaît alors celui d'un **effet boule de neige de la dette**.

NB : Un autre critique fait référence au risque inflationniste quand le Trésor fait appel aux avances de la Banque Centrale. Ce qui favorise la création monétaire.

3.2. Cas de la politique de rigueur

Une politique de rigueur augmente la **pression fiscale**, de même qu'elle peut provoquer un **ralentissement de l'activité économique** et donc une **aggravation du chômage**.

Séquence 3 La politique monétaire

Paragraphe 1 La monnaie

1. Définition

La monnaie est un actif liquide pouvant servir à effectuer les règlements dans un pays ou une zone donnée(e).

2. Fonctions

On reconnaît **trois fonctions** à la monnaie :

- Une fonction d'échange ; à la différence du troc, elle facilite les opérations sur biens et services.
- Une fonction de mesure de valeur ; elle a une unité et toutes les valeurs sont déterminées en rapport à cette unité.
- Une fonction de réserve ; elle permet d'épargner.

Rmq : Ces différentes fonctions ne sont pas toujours pleinement remplies ; ainsi, la monnaie nationale n'est pas toujours acceptée comme moyen de règlement à l'extérieur. Sous l'effet de l'inflation, la monnaie est un instrument de mesure et de réserve instable.

3. Formes

On distingue :

- La **monnaie fiduciaire** : elle est composée de la monnaie divisionnaire ou métallique, de la monnaie de papier ou billet de banque.

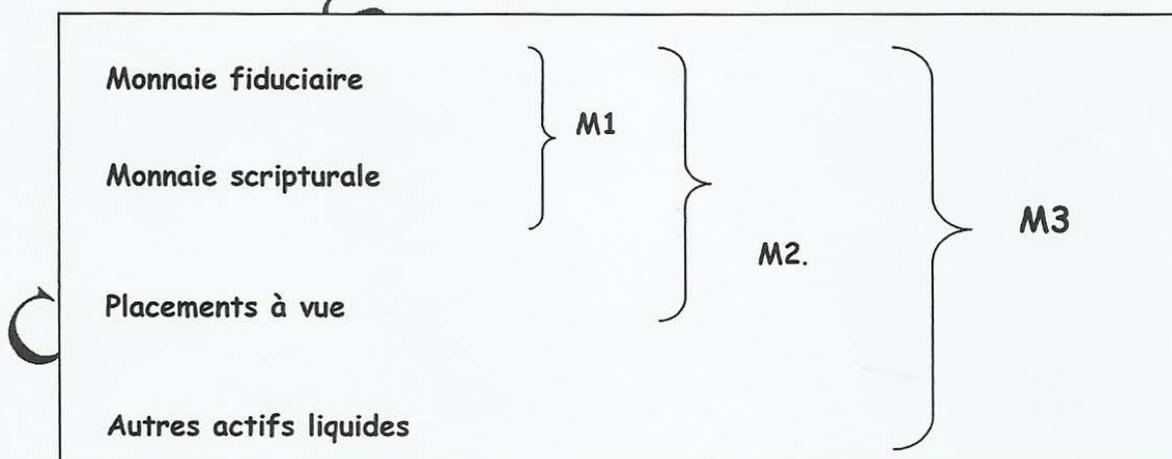
Rmqs :

- Elle est émise par Bank Al Maghrib (BAM) sous la tutelle du Ministère de l'Economie et des Finances.
- Généralement la valeur intrinsèque (valeur des métaux fins et du papier ayant servi à la fabrication de la monnaie) des pièces et billets est beaucoup plus faible que la valeur nominale (valeur indiquée sur la pièce ou le billet).

- La **monnaie scripturale** : elle est représentée par les avoirs créditeurs disponibles à vue dans les comptes bancaires, dans les comptes de Bank Al Maghrib (BAM), des chèques postaux et du Trésor.

4. La masse monétaire : M3

4.1. Les composantes de la masse monétaire



4.2. Les contreparties de la masse monétaire

- * Réserves internationales nettes : avoirs de réserve sous le contrôle de BAM diminué des engagements envers les non-résidents à court terme.
- * créances sur l'économie : c'est le crédit bancaire.
- * créances nettes sur l'administration centrale : elles sont constituées essentiellement des BT.
- * Autres.

Paragraphe 2 Le système financier

1. La finance indirecte : le système bancaire marocain

(Voir cahier de prise de notes et partie exercices)

2. La finance directe : le marché des capitaux

2.1. Le marché des capitaux à court terme : le marché monétaire

Il comprend deux compartiments :

→ le marché interbancaire : marché réservé aux banques, il assure la rencontre des offres et des demandes de monnaie banque centrale. Ce sont donc les banques qui s'échangent leurs excédents et leurs déficits de trésorerie.

La banque centrale peut intervenir sur ce marché selon les objectifs de politique monétaire

→ le marché des titres courts : marché des titres de créances négociables (TCN)

Dans le but d'élargir la finance directe à court terme, le marché monétaire a été ouvert à d'autres intervenants : les entreprises, le Trésor public, les banques et les sociétés de financement peuvent émettre ou s'échanger des titres négociables.

Caractéristiques des TCN

Caractéristiques	Bons du Trésor	Certificat de dépôt	BSF	Billets de trésorerie
Emetteur	Trésor	Banques	Sociétés de financement	Personnes morales
Souscripteur	Toute personne physique ou morale (résidente ou non résidente)			
Montant	Montant unitaire minimum (en dhs) 100 000			
Durée				
Minimum	13 semaines	10 jours	2 ans	10 jours
Maximum	20 ans	7 ans	7 ans	1 an
Taux d'intérêt	Fixé ou variable			fixe
Souscription	Chaque semaine	Ouverte		

* Bons des sociétés de financement

2.2. Le marché financier

→ A quoi sert le marché financier ?

Le marché financier a une double fonction. C'est d'abord un marché du « neuf » : les entreprises obtiennent des financements supplémentaires sous forme de capital en mettant en vente des actions à l'occasion d'une introduction en bourse, d'une augmentation de capital ou sous forme d'emprunt en proposant des obligations. C'est ce qu'on appelle le marché primaire.

Le marché financier est dans le même temps un marché de « l'occasion », où s'échangent les actions et les obligations précédemment émises par les entreprises. C'est le marché dit secondaire.

Ces deux aspects sont indissociables. C'est parce qu'il existe de nombreux acteurs (les fameux spéculateurs) qui ne font qu'acheter et vendre des titres précédemment émis pour en tirer un bénéfice purement financier, sur le marché de l'occasion, que celui-ci peut jouer un rôle important dans le neuf (apport de nouveaux capitaux aux entreprises).

Les spécialistes disent aussi que les spéculateurs permettent de rendre le marché liquide.

→ La Bourse de Casablanca

La Bourse de Casablanca a initié, le 07 novembre 1929, sa première séance de cotation. En 84 années d'existence, l'institution a connu d'importantes réformes. Celle de 1993 reste la plus

importante. En effet, la promulgation d'un ensemble de textes de loi portant réforme du marché financier, a doté la Bourse de Casablanca du cadre réglementaire et technique nécessaire à son émergence.

Les principaux acteurs du marché boursier casablancais, suite à la réforme de 1993, sont :

- ❖ La Bourse de Casablanca, société anonyme en charge de l'organisation et de la gestion du marché boursier ;

- ❖ Les sociétés de bourse, sociétés ayant pour objet, entre autres, l'exécution des transactions sur les valeurs mobilières, le conseil à la clientèle ;

- ❖ Le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM), autorité du marché ayant pour mission essentielle de veiller au bon fonctionnement du marché des valeurs mobilières en assurant la transparence, l'intégrité et la sécurité, entre autres ;

- ❖ Le dépositaire central Maroclear, société anonyme qui assure la conservation des titres, leur circulation ainsi que leur administration.

La Bourse de Casablanca comprend le marché central et le marché des blocs. Elle dispose depuis le 26/4/04 de cinq marchés de cotations ; à savoir : 3 marchés actions, un marché obligations et un marché fonds d'investissement.

Source www.casablanca-bourse.com

→ Les indices boursiers

Q'est ce qu'un indice Boursier ? C'est un indicateur qui mesure l'évolution de la capitalisation boursière des valeurs cotées en Bourse. Les indices boursiers sont calculés de manière scientifique sur la base d'un échantillon représentatif d'actions cotées en bourse. Ainsi, les investisseurs marocains et étrangers trouveront à travers les indices boursiers (MASI, MADEX ou FTSE), des indications sur la performance de la Bourse de Casablanca.

Source www.casablanca-bourse.com

Tableau comparatif des caractéristiques techniques des indices boursiers de la BC

Éléments	MASI	MADEX	FTSE
Objectif	Outil de référence et de mesure à long terme de la performance de l'ensemble des actions des sociétés cotées. Il est qualifié d'indice transversal.	Outil de mesure à court terme (révisé semestriellement) de la performance des valeurs les plus liquides sur le marché. Il est qualifié d'indice compact.	<ul style="list-style-type: none"> * Renforcement de la visibilité du marché boursier marocain auprès des investisseurs internationaux ; * Facilité d'accès à un des marchés les plus importants d'Afrique (en termes de capitalisation boursière). Deux indices sont calculés : <ul style="list-style-type: none"> ♦ FTSE CSE Morocco 15 Index : il se compose des 15 principales valeurs de la BC, classées selon la capitalisation boursière. Il est calculé toutes les 15 secondes (en temps réel) ; ♦ FTSE CSE Morocco All-Liquid Index : il retrace la performance de toutes les valeurs liquides de la BC. Il est calculé toutes les 15 secondes (en temps réel).
Organisme Responsable	La société de BC, SA		La société de BC, SA en collaboration avec FTSE Group.
Année de base	31-12-1991		30-06-2010
Valeur de base	1 000		10 000

3. Objectifs et actions de la politique monétaire

3.1. Notion

Ensemble des décisions étatiques ayant pour but d'agir sur :

- La quantité de monnaie en circulation
- La valeur de l'unité monétaire.

3.2. Fondements théoriques

La théorie de la monnaie

Celle-ci est apparue au XVI^{ème} siècle lorsque l'afflux des métaux précieux d'Amérique Latine provoqua en Europe de très fortes augmentation des prix. La hausse des prix fut alors expliquée par l'augmentation du stock de monnaie en circulation.

Il appartient à l'économiste Irving Fisher d'avoir mis en forme cette idée, au début du XX^{ème} siècle avec l'équation :

$$M \times V = P \times T$$

Avec : M masse monétaire en circulation

V vitesse de circulation de la monnaie

P niveau général des prix

T volume des transactions

Pour comprendre la notion de vitesse, on peut imaginer une situation où les prix et la quantité de monnaie sont constants, si la vitesse de circulation de la monnaie est multipliée par deux, les billets, par exemple, circulent deux fois plus vite, et permettent d'acheter deux fois plus de biens.

Selon la **théorie quantitative de la monnaie**, lorsque le volume des transactions et la vitesse de rotation de la monnaie ne se modifient pas, une variation de la quantité de monnaie entraîne une variation des prix. En conséquence, la quantité de monnaie doit s'adapter aux échanges de biens dans une économie afin d'éviter l'inflation. La masse monétaire M3 ne doit donc pas augmenter plus vite que l'activité économique (taux de croissance du PIB)

Source : Initial : Dictionnaire d'Economie et des Sciences Sociales Ed 1994.

Rmq : 3 grandes analyses économiques offrent 3 politiques différentes : la théorie quantitative (1^{ère} théorie) de la monnaie a été critiquée par Keynes qui a élaboré sa propre analyse (2^{ème} théorie) ; Celle-ci fut à son tour rejetée par les monétaristes qui ont repris et adapté la théorie quantitative (3^{ème} théorie).

3.3. Objectifs

3.3.1. Objectifs finals

Il s'agit des mêmes objectifs que ceux de la politique économique conjoncturelle ; c'est la recherche du carré magique. Ainsi, la banque centrale doit assurer la stabilité des prix tout en favorisant la croissance économique pour la lutte contre le chômage ; de même qu'elle veille à la préservation de l'équilibre externe.

3.3.2. Objectifs intermédiaires

Ils sont au nombre de trois :

❖ Les objectifs quantitatifs : les autorités monétaires fixent le taux annuel de la croissance de la masse monétaire en fonction du taux de croissance du PIB à atteindre, compte tenu du taux de l'inflation anticipé.

❖ Le taux d'intérêt : le choix d'un certain niveau d'intérêt est d'une grande importance pour la politique monétaire et la politique économique dans son ensemble. Il s'agit d'une variable stratégique dont la manipulation influence les agrégats monétaires et le comportement des acteurs économiques en matière de consommation et d'investissement.

Le tableau suivant résume l'influence théorique de la variation du taux d'intérêt sur un certain nombre d'indicateurs :

Indicateurs	Augmentation du taux d'intérêt	Baisse du taux d'intérêt
Masse monétaire L'épargne L'investissement Capitaux étrangers	baisse encouragement découragement entrée	augmentation découragement encouragement sortie

❖ Le taux de change : la question qui se pose est la suivante : faut-il choisir une monnaie forte ou une monnaie faible ? Chaque option comporte des avantages et des limites.

3.4. Actions

3.4.1. à objectifs internes

Niveau d'action	Instrument(s)	Définition	Manipulation des instruments et nature de la politique monétaire
Au niveau du système bancaire : régulation de la liquidité bancaire	Réserve monétaire (RM) Rmqs : ♦ taux applicable depuis le 26/3/2014 : 2%. ♦ suppression de la rémunération de la RM à partir du 19/12/2013.	Les banques sont tenues de constituer, en dépôts disponibles auprès de BAM, une réserve calculée sur la base de leurs exigibilités (a) par l'application d'un taux fixe par BAM ; taux appelé taux de la RM. (a) Dépôts de la clientèle.	* Diminution du taux en cas de besoin de liquidité : politique de relance (ou expansive) ; * Augmentation du taux en cas d'excédent de liquidité : politique de stabilisation (ou restrictive).
Au niveau du marché interbancaire : régulation de la liquidité monétaire	→ Opérations principales : * Avances de BAM à 7 jours sur Appel d'Offres (au taux directeur) * Reprises de liquidités à 7 jours sur Appel d'Offres (à un taux variable) → Opérations de réglage fin : * Open market	Principal moyen de refinancement des banques pour faire face à un besoin de liquidités. Principal instrument de retrait des liquidités excédentaires. Intervention de la banque centrale sur le marché monétaire en achetant ou en vendant des titres : bons de Trésor, contre des liquidités	Injection de liquidités : politique de relance (ou expansive) Ponction de liquidités : politique de stabilisation (ou restrictive). * Achat de bons de trésor pour injecter des liquidités car sous-liquidité : politique de relance (ou expansive) ; * Vente de bons de Trésor pour éponger le surplus de liquidités car surliquidités : politique de stabilisation (ou restrictive).

	<p>* Swaps de change</p> <p>→ Taux directeur</p> <p>Rmq : taux applicable depuis le 16/12/2014 : 2,5%</p> <p>→ Autre instrument : opérations de prise de pension à terme plus long.</p>	<p>Intervention de la banque centrale sur le marché monétaire en achetant ou en vendant des devises contre des liquidités</p> <p>Taux d'intérêt minimum auquel la banque centrale consent des prêts à un jour aux banques commerciales. C'est le coût du refinancement.</p> <p>Avances à trois mois sous forme de pension livrée.</p> <p>Rmq : instrument introduit à partir du 20/9/2011.</p>	<p>* Achat de devises pour injecter des liquidités car sous-liquidité : politique de relance (ou expansive) ;</p> <p>* Vente de devises pour éponger le surplus de liquidités car surliquidité : politique de stabilisation (ou restrictive).</p> <p>* Diminution du taux par BAM pour encourager les banques à se refinancer auprès d'elle : : politique de relance (ou expansive) ;</p> <p>* Augmentation du taux par BAM pour décourager les banques à se refinancer auprès d'elle : politique de stabilisation (ou restrictive).</p> <p>Cet instrument a pour but d'encourager les banques à faciliter l'accès au crédit destiné aux très petites, petites et moyennes entreprises (TPME) qui représentent 95% du total des entreprises au Maroc.</p>
--	---	--	---

Remarque : Opérations à l'initiative des banques commerciales

Certaines variations imprévues de la demande ou de l'offre peuvent avoir lieu d'un jour à l'autre ou au cours d'une même journée. Ces variations peuvent se traduire par un écart significatif entre le taux interbancaire et le niveau souhaité par BAM. Aussi, BAM a-t-elle mis en place des facilités permanentes à la disposition des banques, afin de : * faire face à un besoin ponctuel de liquidité, il s'agit des **avances à 24 heures** ; ou * de placer un excédent de trésorerie (rendement minimal), il s'agit des **facilités de dépôt à 24 heures**.

3.4.2. Actions à objectifs externes

→ Concepts de base

* **Le marché des changes** : marché sur lequel se confrontent (a) l'offre et la demande de monnaies étrangères (ou devises) et où se fixent les **taux de change** (cours ou change d'une devise).

(a) l'échange d'une monnaie nationale contre des devises, sur n'importe quel marché dans le monde est qualifié de **convertibilité totale**.

* **Les régimes de change** : la fixation des taux de change s'inscrit dans le cadre d'un système monétaire international (SMI).

♦ notion de système de change : ensemble des règles qui déterminent le taux de change.

♦ type régimes de change : • régime des **changes fixes** : toute banque centrale dont le pays est membre du FMI s'engage à défendre un **taux de change** fixé d'avance, selon des règles précises (généralement liées à des accords entre pays). On parle de **parité fixe**.

• régime des **changes flottants** : la banque centrale laisse **fluctuer le taux de change** en fonction de l'offre et de la demande sur le **marché**.

→ En situation de change fixe (voir tableau → cahier de prise de notes)

➤ Cas de la dévaluation (voir tableau → cahier de prise de notes)

Notion de dévaluation	Causes	Effets bénéfiques (ou effets attendus)
Décision officielle et délibérée des autorités monétaires (a) de diminuer la valeur de la monnaie nationale par rapport à un étalon de référence (*)	→ Forte inflation entraînant une perte de la compétitivité des produits nationaux ; → Forte augmentation de la demande nationale ; → Fuite des capitaux ;	Les autorités monétaires cherchent, principalement, à réduire le déficit commercial qui a atteint un niveau particulièrement inquiétant. En effet, la dévaluation favorise la compétitivité-prix des produits exportés, alors qu'elle décourage les importations.

(a) Le Ministère des finances et la Banque Centrale ;

(*) Or, devise (dollar) ou panier de devises.

Remarques

❖ Les effets bénéfiques ne sont pas automatiques : l'effet immédiat d'une dévaluation est le renchérissement des importations d'une part, et la baisse de la valeur des exportations, exprimés en devise, d'autre part. Théoriquement, l'effet positif n'apparaît qu'après un certain délai. On exprime cette situation par une courbe épousant la forme J.

❖ La réussite de la dévaluation nécessite un certain nombre de conditions :

➤ un choix judicieux du taux de dévaluation en tenant compte de la situation économique des principaux partenaires commerciaux ;

➤ la maîtrise de l'inflation ;

➤ la demande interne doit être sensible à la variation des prix (élastique) ; ainsi, l'augmentation des prix des produits importés doit se traduire par une baisse des quantités importées. Mais tout dépend de la nature des importations. En effet certaines sont rigides voire inélastiques, c'est le cas des importations de pétrole, de blé et de biens d'équipement pour le Maroc.

➤ Cas de la réévaluation (voir tableau → cahier de prise de notes)

Décision officielle et délibérée des autorités monétaires (a) d'augmenter la valeur de la monnaie nationale par rapport à un étalon de référence (*).

(a) Le Ministère des finances et la Banque Centrale ;

(*) Or, devise (dollar) ou panier de devises.

Remarque importante

La réévaluation est techniquement la symétrique de la dévaluation.

→ En situation de change flottant (voir cahier prise de notes)

Dans le régime de flottement, les monnaies n'ont pas de parité officielle ; leur cours se forme sur le marché des changes en fonction des offres et des demandes. Il existe deux sous-systèmes de flottement :

❖ le flottement administré : la banque centrale peut intervenir sur le marché des changes pour réguler la formation du cours de la monnaie nationale (taux de change) :

* en **achetant** (cas de dépréciation de la monnaie nationale) } sa propre monnaie en
ou } contrepartie de
* en **vendant** (cas d'appréciation de la monnaie nationale) } devises.

❖ le flottement pur : la banque centrale n'intervient pas. Ce sous-système est essentiellement une construction théorique élaborée par les monétaristes.

Notions fondamentales de la partie 2

Période 1 L'insuffisance de la régulation par le marché

Séquence 1 : Régulation

Les mécanismes autorégulateurs du marché - L'intervention de l'Etat - Régimes de marché : théoriques : CCP et monopole ; réels : Concurrence monopolistique et oligopole.

Séquence 2 : Dysfonctionnements ou déséquilibres

Chômage - Chômeur - Chômage involontaire - Chômage volontaire - Taux d'activité - Taux de chômage - Déflation - Désinflation - Indices Laspeyres et Paasche - Indice des prix à la consommation - Inflation - Inflation par : la demande, la monnaie et les coûts -

Période 2 Les instruments d'intervention de l'Etat

Séquence 1 : Politique économique

Carré magique - Etat gendarme - Etat providence - Politique conjoncturelle - Politique structurelle - Politique économique.

Séquence 2 : Politique budgétaire

Budget (conception libérale Vs conception keynésienne) - Loi de finances - BGE : variables budgétaires (ressources budgétaires et dépenses budgétaires) - Soldes : global, budgétaire, ordinaire - Régulation par le budget : politique de relance Vs politique de rigueur - Limites : contrainte externe, effet d'éviction, effet boule de neige, pression fiscale.

Séquence 3 : Politique monétaire

Agrégats monétaires - Contreparties de M3 - Finance indirecte - Finance directe - Marché des capitaux : monétaire (interbancaire, des TCN) ; financier (primaire et secondaire) - Bourse de Casablanca - Indices boursiers (FTSE, MADEX, MASI) - Objectifs finals et intermédiaires - Théorie quantitative de la monnaie - Instruments de politique monétaire - Politique de relance Vs politique de stabilisation - Marché et régimes de change.

Partie 3 Les échanges extérieurs

Période 1 Fondements théoriques, mesure et analyse des échanges extérieurs

Séquence 1 Fondements théoriques

Paragraphe 1 Le protectionnisme

1. Notion

Il désigne la mise en œuvre de moyens destinés à limiter l'accès au territoire national des biens, des services et des capitaux.

2. Fondements théoriques

→ Historiquement le protectionnisme est rattaché à une doctrine économique : le mercantilisme. C'est une doctrine développée du 16^{ème} au 18^{ème} siècle en Europe, préconisant l'intervention de l'Etat pour développer la richesse nationale et pour assurer à la nation la quantité d'or et d'argent nécessaire à ses besoins.

Une nation doit accumuler les métaux précieux en vendant plus à l'étranger qu'elle ne lui achète.

→ Le principal théoricien du protectionnisme fut l'économiste F. List, qui, vers le milieu du 19^{ème} siècle, défendit l'idée d'un protectionnisme temporaire et limité. C'est le protectionnisme éducateur.

3. Formes et instruments du protectionnisme

Formes et instruments	Objectifs
<input checked="" type="checkbox"/> le protectionnisme tarifaire <ul style="list-style-type: none">* <u>Droit de douane</u> ou tarifs douaniers* <u>Subventions</u> à :<ul style="list-style-type: none">- L'exportation- La production	L'augmentation des tarifs douaniers a pour objectifs d'entraîner une réduction des importations ; les subventions ont pour but, quant à elles de favoriser la compétitivité des produits nationaux exportés
<input checked="" type="checkbox"/> le protectionnisme non tarifaire <ul style="list-style-type: none">* les <u>prohibitions</u> : Ce sont des interdictions de sortie ou d'entrée de marchandises* les <u>contingents</u> : Ce sont des restrictions quantitatives sur les importations telles que : les quotas, les accords d'autolimitation des exportations.	Interdire ou limiter l'accès pour les produits étrangers.
<input checked="" type="checkbox"/> le protectionnisme gris ou administratif : <u>Mesures administratives</u> : normes de qualité, normes sanitaires de sécurité, antipollution...	L'objectif "affiché" : protection du consommateur mais la visée protectionniste est possible si seuls les produits nationaux satisfont aux normes.
<input checked="" type="checkbox"/> le protectionnisme monétaire Il s'agit de la manipulation du taux de change : la <u>dévaluation</u> ou la dépréciation "compétitive" en est un exemple.	Une dévaluation a des effets similaires à l'établissement d'un tarif douanier sur les importations et d'une subvention aux exportations

4. Appréciation

Le protectionnisme garantit :

- * La protection des industries jeunes ou naissantes face à la concurrence étrangère ;
- * L'indépendance économique à travers le maintien des équilibres extérieurs (ralentir les importations, encourager les exportations)

Mais :

- Mesures de représailles des pays étrangers ce qui peut entraîner l'isolement de l'économie.
- Augmentation des prix du fait de l'augmentation des tarifs
- La limitation de la concurrence étrangère a pour effet : des retards dans l'application du progrès technique, un frein, voire absence de compétitivité aussi bien au niveau des prix qu'au niveau de la qualité.

Paragraphe 2 Le libre-échange

1. Notion

Le libre-échange correspond à une doctrine économique née au tournant des 18^{ème} et 19^{ème} siècles, qui préconise la liberté du commerce entre les nations et la suppression de toutes les entraves aux échanges.

2. Fondements théoriques

Fondement	Apport	Limites
<p>→ les théories Classiques :</p> <p>* loi des avantages absolus</p>	<p>C'est l'apport d'Adam Smith qui, en 1776, montre à travers la théorie de l'avantage absolu, qu'un pays doit se spécialiser dans les productions qu'il peut réaliser au coût le plus faible.</p> <p>Cette spécialisation permet donc la réalisation d'une production optimale et met en place une division internationale du travail entre les différentes nations.</p>	<p>Un tel apport a vite montré des limites : à moyen terme certains pays vont se retrouver dans une situation de simples consommateurs. Ils seront vulnérables face aux fluctuations de la demande mondiale : cas de dépendance extrême.</p>
<p>* loi des avantages comparatifs</p>	<p>C'est l'apport de David Ricardo qui, en 1827, démontre que même si un pays est moins bien placé que les autres pour tous les biens à produire, il doit néanmoins se spécialiser dans la production pour laquelle son désavantage est moindre.</p> <p>La spécialisation et l'insertion dans la D.I.T (*) constituent la meilleure façon d'utiliser rationnellement ses ressources.</p> <p>(*) Division Internationale du Travail</p>	<p>Selon Ricardo, l'échange international favorise la croissance économique grâce à une allocation optimale des ressources. Mais, l'analyse ricardienne néglige :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ les effets à long terme de la spécialisation sur les structures productives ce qui fragilise l'économie qui devient vulnérable face aux évolutions de la demande mondiale, ainsi que sur les rythmes de croissance qui deviennent inégaux ; ❖ les rapports de force et les effets de domination entre les Etats.
<p>→ la théorie néo-classique</p>	<p>C'est l'apport des économistes Hecksher, Ohlin et Samuelson (théorème HOS).</p> <p>Ces économistes ont cherché à expliquer les différences de coûts de production entre les nations par la disponibilité des facteurs de production dont elles sont dotées.</p> <p>Chaque pays a donc intérêt à se spécialiser dans les productions utilisant le facteur le plus abondant donc le moins cher.</p>	<p>Le développement des échanges intrabranche rend le théorème H.O.S inopérateur : * le consommateur est sensible à la diversité des choix qui lui sont proposés (ce qui est nommé la « différenciation du produit ») ; * le producteur recherche des économies d'échelle que procure la production pour un très large marché.</p>

Remarque Les théories classiques et néo-classiques du commerce international sont qualifiées de théories traditionnelles du commerce international

Séquence 2 Mesure et analyse

Paragraphe 1 Outil de mesure : la balance des paiements

1. Notion de balance des paiements

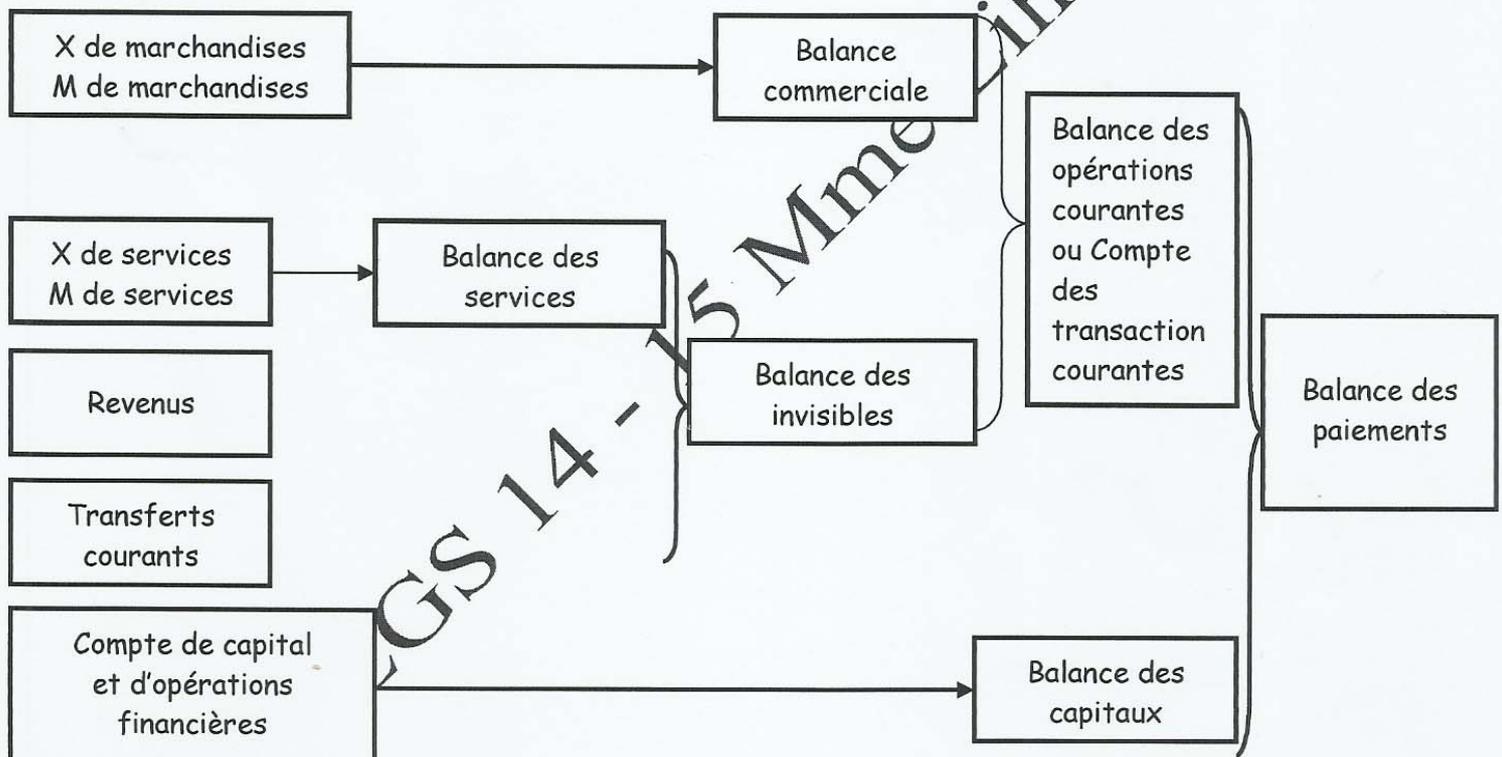
D'après l'Office des changes, la balance des paiements est un état statistique qui enregistre de manière systématique et selon une classification déterminée, tous les flux économiques et financiers intervenus pendant une période donnée entre les résidents et les non-résidents d'une économie.

Remarque :

D'après la comptabilité nationale, est considéré comme résident d'une façon conventionnelle, tout agent qui a un centre d'intérêt sur le territoire économique, c'est-à-dire qu'il y exerce une activité pour une année et plus.

2. De quoi se compose la balance des paiements ?

Schéma récapitulatif



Paragraphe 2 Les indicateurs du commerce extérieur

1. Les indicateurs descriptifs

Les deux indicateurs du commerce extérieur sont des rapports entre les Exportations (FOB) (a) et les Importations (CAF) (b). Le solde commercial et le taux de couverture permettent de connaître la situation des échanges de biens avec l'extérieur :

$$\text{Solde Commercial} = \text{Exportations (FOB)} - \text{Importations (CAF)}$$

$$\text{Taux de couverture} = (\text{Exportations (FOB)} / \text{Importations (CAF)}) \times 100$$

(a) **Free on board** : Prix d'un bien à la frontière du pays exportateur. Il comprend la valeur des biens au prix de base, des services de transport et de distribution jusqu'à la frontière nationale. (b) **Coût Assurance Frêt** : Prix d'un bien à la frontière du pays importateur, y compris les frais de transport et d'assurance internationaux. FOB et CAF sont des méthodes d'évaluation des échanges qui précisent les responsabilités des parties, acheteur et vendeur, liées par un contrat de vente international.

Trois situations peuvent être envisagées :

Solde Commercial		Taux de couverture		état de la balance commerciale
Valeur	Signification	Valeur	Signification	
SC = 0	Solde nul	TC = 100	Les exportations couvrent exactement les importations	Balance équilibrée
SC > 0	Excédent	TC > 100	Les exportations couvrent largement les importations	Balance excédentaire
SC < 0	Déficit	TC < 100	Les exportations ne couvrent qu'une partie des importations	Balance déficitaire

Remarque : Balance excédentaire et Balance déficitaire sont qualifiées de balance déséquilibrée

2. Indicateurs analytiques : les termes de l'échange

2.1. Définition

Les termes de l'échange sont définis comme les conditions dans lesquelles les importations d'un pays s'échangent contre ses exportations.

2.2. Catégories des Termes de l'échange

Catégories	Formule	Cas possibles	Signification
TER	$\frac{\text{Prix tonne exportée}}{\text{Prix tonne importée}} \times 100$	TER = 100	On vend à l'étranger au même prix auquel on lui achète : échange équitable.
		TER < 100	On vend à l'étranger moins cher qu'on ne lui achète : c'est en défaveur du vendeur.
		TER > 100	On vend à l'étranger plus cher qu'on ne lui achète : c'est en faveur du vendeur.
TEN	$\frac{\text{Indice prix tonne exportée}}{\text{Indice prix tonne importée}} \times 100$	TEN = 100	On tend à vendre à l'étranger au même prix auquel on lui achète. Il y a une stabilisation des termes de l'échange car le prix de la tonne exportée évolue au même rythme que celui de la tonne importée
		TEN < 100	On tend à vendre à l'étranger moins cher qu'on ne lui achète. Il y a détérioration des termes de l'échange car le prix de la tonne exportée croît moins vite, voire inférieur à celui de la tonne importée,
		TEN > 100	On tend à vendre à l'étranger plus cher qu'on ne lui achète il y a amélioration des termes de l'échange car le prix de la tonne exportée augmente plus vite que celui de la tonne importée qui peut également diminuer

Paragraphe 3 L'ajustement linéaire : La méthode des moindres carrés

1. Principe

Lorsqu'une série statistique met en jeu 2 variables x_i et y_i et que sa représentation fait apparaître une tendance, il est utile de l'exprimer par une fonction mathématique qui traduise au mieux la tendance générale. On procédera à un ajustement.

2. Détermination de l'équation de la droite $y = ax + b$

→ détermination du coefficient directeur a
 > méthode des écarts $a = \frac{\sum X_i Y_i}{\sum X_i^2}$
 sachant que $X_i = x_i - \bar{x}$ et $Y_i = y_i - \bar{y}$
 > méthode développée $a = \frac{\sum x_i y_i - n \bar{x} \bar{y}}{\sum x_i^2 - n \bar{x}^2}$

→ détermination du déterminant b : $b = \bar{y} - a \bar{x}$

Remarque Dans le cas d'une série chronologique, la variable temps remplace la variable x_i .

Période 2 L'ouverture de l'économie

Séquence 1 l'économie mondiale

Paragraphe 1 Nature des échanges

- ↪ Echanges de biens et de services, de revenus et de capitaux
- ↪ La circulation de l'information
- ↪ Les flux migratoires.

Paragraphe 2 Evolution des échanges

1. L'évolution du volume des échanges

On a assisté depuis la fin de la seconde guerre mondiale à une véritable explosion du commerce mondial. Depuis 1947, les échanges commerciaux entre pays ont été multipliés par 200 ; ce chiffre traduit l'ouverture croissante des économies, ainsi que l'émergence de nouveaux pays importants : Japon dans les années 1960, les nouveaux pays industrialisés d'Asie des années 1970-80, les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) aujourd'hui. Plusieurs facteurs expliquent cette croissance : la mise en place des zones de libre-échange ; la révolution des transports telle que l'apparition des porte-conteneurs ; le développement des NTIC (essor d'Internet) ; stratégies des FMN.

Ce mouvement se poursuit aujourd'hui : sur la période récente, les échanges de marchandises progressent presque deux fois plus vite que l'activité économique globale (mesurée par le PIB). Par ailleurs, la part des pays en voie de développement dans le commerce mondial tend à augmenter, ce qui signifie que l'on assiste à un phénomène de mondialisation du commerce (de plus en plus de pays échangent une quantité toujours plus grande de produits).

2. L'évolution de la nature des échanges

Les biens restent majoritaires dans les échanges mondiaux : l'ensemble des marchandises représentent 75% des échanges mondiaux, et les produits manufacturés représentent à eux seuls plus de la moitié des échanges. Le trait marquant des vingt dernières années est l'essor des services : même si ceux-ci ne représentent que 25% du commerce mondial, leur progression est importante (surtout dans les domaines financier, informatique, et des assurances).

La croissance en valeur du commerce des services est globalement la même que celle des biens depuis 10ans, mais une grande partie de ce phénomène est due à la baisse des prix des services (on échange de plus en plus de services mais ceux-ci coûtent de moins en moins cher).

Paragraphe 3 Pôles et zones d'intégration régionale

- Zones d'intégration : zone de libre-échange ; union douanière ; marché commun ; union économique et monétaire.
- On appelle régionalisation (ou polarisation) du commerce mondial le phénomène selon lequel les échanges commerciaux tendent à se concentrer entre un nombre assez restreint de pays, regroupés dans certaines zones bien définies.
- La régionalisation des échanges peut gêner la poursuite des relations multilatérales mais les accords régionaux peuvent aussi constituer un premier pas vers le multilatéralisme ; ces accords pouvant être étendus à des zones plus vastes.
- Les accords commerciaux régionaux constituent les supports de la régionalisation.
- Ces accords peuvent aller du simple accord de libre-échange à des zones d'intégration économique poussée : Union économique et monétaire.
- Le développement de la régionalisation a entraîné :
 - * Le renforcement de la Triade ; c'est-à-dire le cœur de l'économie mondiale : il s'agit de trois grandes zones commerciales majeures, chacune étant dominée par un pays leader ou une monnaie de référence ; on distingue :

- Pôle Amérique de Nord, dominé par les Etats-Unis et le Dollar (\$)
- Pôle Asie, dominé aujourd'hui par le Japon et le Yen et de plus en plus la Chine
- Pôle Europe Occidentale, dominé par l'UE et l'Euro (€)

* Les exclus du commerce mondial, soit les pays n'appartenant pas à la triade, principalement les pays d'Afrique et d'Amérique du Sud, se retrouvent plus ou moins à l'écart des grands flux d'échanges. Le mouvement de régionalisation a donc tendance à accroître les disparités de développement pour les exclus ; c'est le cas, notamment, pour l'Afrique subsaharienne. Les pays d'Amérique du Sud ont plutôt tendance à se rapprocher de la zone d'Amérique du Nord, notamment en adoptant la même monnaie de référence pour certains d'entre eux.

Paragraphe 4 L'Organisation mondiale de commerce (OMC)

→ Le commerce mondial doit une grande partie de sa progression actuelle à la signature d'accords de libre-échange : depuis 1947, des négociations régulières dans le cadre du GATT (accord général sur le commerce et les tarifs douaniers) ont permis l'adoption d'une sorte de "Code de bonne conduite" par lequel les pays signataires se sont engagés à faire baisser les droits de douane et autres barrières aux échanges.

→ La mise en place de l'OMC en 1994 poursuit ce mouvement. Cette organisation, qui réunit la quasi-totalité des pays du monde (seuls certains pays comme l'Iran ou la Russie -observatrice- n'en font pas encore partie) est chargée de veiller au respect des règles du libre-échange entre les pays signataires des accords du GATT. Cette mission consiste en pratique à tenter de faire respecter un certain nombre de grands principes du commerce international :

- * Libre concurrence : prohibition des pratiques anti-concurrentielles comme le Dumping
- * Libre-échange : limitation des entraves à la libre circulation des biens et des services ;
- * Multilatéralisme : principe garantissant l'absence de discrimination entre les partenaires de l'OMC. Tout avantage accordé à un partenaire doit être étendu à tous les autres, ce principe est appelé "Traitement de la clause de la nation la plus favorisée "

→ l'OMC est dotée d'une structure permanente qui lui accord une grande stabilité ; elle comporte entre autres :

* La conférence ministérielle : autorité suprême de l'OMC, composée de responsables de tous les membres, réunion tous les deux ans, compétence en matière de prise de décisions relatives aux accords commerciaux multilatéraux.

* Le conseil général : exerce des fonctions de la conférence entre les membres de celle-ci, réunions autant que nécessaires et également sous forme spéciale en tout organe de règlement des différends (ORD)

Séquence 2 Le cas de l'économie marocaine

Paragraphe 1 Constat et analyse

1. Indicateurs de mesure de l'ouverture d'une économie

Indicateur en %	Formule	Signification
Taux de pénétration du marché intérieur	$\text{Importations} / \text{Marché intérieur} \times 100$ $\text{Rmq : marché intérieur} = (\text{PIB} + \text{M} - \text{X})$	Part des besoins locaux satisfaits par les importations Rmq : mesure de la dépendance d'une économie vis-à-vis du RDM.
Effort à l'exportation	$\text{Exportations} / \text{PIB} \times 100$	Part de la richesse créée (PIB) affectée à la satisfaction de la demande étrangère.
Taux d'ouverture	$[(\text{X} + \text{M}) / 2] / \text{PIB} \times 100$	Contribution des échanges avec le RDM dans la création de richesse de l'économie nationale.

Remarque importante Pour le calcul du taux d'ouverture, de l'effort à l'exportation et du taux de pénétration, on tient compte des X et des M des biens et services.

2. Principales caractéristiques du commerce extérieur marocain

→ L'analyse du commerce extérieur marocain révèle :

- ↳ le faible poids des échanges extérieurs au niveau mondial comparativement à beaucoup de pays concurrents ou émergents ;
- ↳ la progression du taux d'ouverture mais cette évolution est essentiellement due aux importations ;
- ↳ la faible contribution des exportations à la croissance économique ;
- ↳ le recul de la part de marché du Maroc au niveau mondial ;
- ↳ la concentration des ventes à l'étranger sur quelques produits et quelques pays ;
- ↳ la dégradation de la situation du solde commercial qui enregistre un déficit chronique.

Le manque de compétitivité des exportations marocaines est un des facteurs structurels explicatifs d'une telle situation.

Paragraphe 2 Perspectives

→ Persuadé des avantages de l'ouverture et de l'intégration à l'économie mondiale en terme d'amélioration des débouchés d'exportation et au renforcement de l'attractivité des investissements étrangers, le Maroc a adhéré à l'OMC et a signé un ensemble d'accords de libre échange avec l'Union Européenne, l'AELE (Association Européenne de Libre-échange) ainsi qu'avec certains pays comme la Jordanie, l'Egypte et la Tunisie (accord d'Agadir), la Turquie et les Etats-Unis.

→ Le contexte mondial actuel, marqué par l'accélération du démantèlement des barrières à l'échange international et les délocalisations, offre certes des opportunités en matière d'extension du commerce extérieur. Cependant, malgré ces opportunités, les risques et les défis restent nombreux, en particulier le démantèlement de l'accord multifibre et la concurrence impitoyable des pays émergents. Ces chances et ces risques font désormais partie intégrante de l'environnement économique pour un pays comme le Maroc, particulièrement après avoir signé des accords de libre échange d'ordre multilatéral, régional et bilatéral.

→ Dans ce contexte, le renforcement de la compétitivité des exportations devient pour le Maroc un impératif pour relever le défi de la croissance et du bien être, ce qui nécessite l'association des efforts de tous les acteurs socio-économiques pour développer une économie performante et compétitive. Les pouvoirs publics ont joué, certes, un rôle important dans le développement des exportations. Ces efforts nécessitent toutefois d'être complétés par la mise en place des conditions propices à l'amélioration des performances des exportations, en continuant à assurer la stabilité du cadre macro-économique et en approfondissant les réformes structurelles et institutionnelles.

→ Rempoter le pari de la compétitivité reste tributaire du développement du capital humain. Une importance particulière devrait être ainsi allouée à la formation de ressources humaines de haut niveau, à travers le renforcement de la formation professionnelle, l'amélioration des taux de scolarisation, la recherche d'une bonne adéquation des formations aux besoins du marché de l'emploi et l'accélération de la mise en oeuvre des réformes inscrites dans le cadre de la Charte de l'enseignement.

Partie 4 Le développement et les perspectives d'évolution

Période I Le développement

Séquence 1 Notions de base

Paragraphe 1 La croissance

1. Définition

La croissance économique correspond à l'augmentation, durable et soutenue, de la richesse créée par les unités résidentes, d'une période à l'autre.

2. Mesure

La croissance est mesurée par deux indicateurs principalement :

- * le taux de croissance du PIB,
- * le taux de croissance du PIB par habitant.

NB : on retient le PIB en volume (réel ou en monnaie constante)

3. Facteurs de la croissance

Toutes les régions du monde n'ont pas connu la croissance de la même manière, ni à la même période.

Pour que la croissance se mette en place, il faut que des facteurs particuliers soient réunis et que le contexte institutionnel et social soit favorable.

* La croissance est le résultat de la mobilisation de facteurs de production

- Pour produire, il faut combiner du travail et du capital. Ainsi, on peut exprimer le niveau de la production comme une fonction mathématique des facteurs de production. C'est la fonction de production.
- Dans les analyses traditionnelles, la croissance dépend seulement de la progression de la population active et du progrès technique. Les causes de la croissance sont donc exogènes au système économique.

Au cours des années 1980, de nouvelles analyses sont apparues. La croissance permet d'augmenter les dépenses de recherche-développement, d'éducation, d'infrastructures qui génèrent des externalités favorables à la croissance. On est alors dans une logique de croissance endogène.

* L'importance de la demande globale

- Les entreprises ne produisent que si elles ont la possibilité d'écouler leur production. Ainsi, les composantes de la demande intérieure (consommation, investissement), la demande étrangère (les exportations) contribuent de manière importante aux fluctuations de l'activité économique.
- Pour Keynes, une épargne trop importante est à l'origine de crises de sous-consommation. Il faut donc soutenir la demande, au besoin par des politiques économiques de relance.

* Le rôle du contexte institutionnel et social

L'aptitude au changement, la constitution d'une épargne orientée vers la production, l'organisation des marchés, le rôle des différentes institutions, etc sont des conditions nécessaires à la croissance.

4. Nature de la croissance

* **Croissance extensive** : l'augmentation de la production provient essentiellement d'une augmentation des quantités de facteurs de production utilisés.

* **Croissance intensive** : l'augmentation de la production provient essentiellement d'une amélioration de l'efficacité productive ; et ce grâce à la formation et à la recherche-développement.

Paragraphe 2 Le développement

1. Notion

On dit qu'il y a développement si à l'augmentation du niveau de vie (mesuré par le PIB/habitant) s'ajoute une amélioration de la qualité de la vie qui peut être obtenue par l'évolution positive de l'état de santé de la population et de son niveau d'éducation.

2. Mesure

On retient deux indicateurs :

- * Le RNB (ou PNB) par habitant,
- * L'indice ou indicateur de développement humain (IDH) : c'est un indice composite puisqu'il additionne trois dimensions du développement : le revenu, la longévité (espérance de vie à la naissance) et l'éducation.

3. Rapport entre croissance et développement

- * La croissance et le développement sont des phénomènes étroitement liés. Ainsi, la période des 30 glorieuses a connu à la fois une forte croissance et un développement sans précédent qui s'est notamment traduit par l'augmentation et la diversification de la consommation des ménages.
- * La croissance est une condition nécessaire au développement, mais non suffisante.

Remarque Il peut y avoir croissance sans développement en particulier lorsque la plus grande partie de la population est privée des fruits de cette croissance.

4. Le développement durable

C'est un mode de développement économique respectueux de l'environnement et des conditions de vie. Il répond aux besoins du présent sans compromettre ceux des générations futures.

Paragraphe 3 Notion de sous-développement

1. Définition

C'est l'état d'une société dont les caractéristiques l'empêchent d'assurer la satisfaction des besoins fondamentaux de sa population.

Remarque Le sous-développement est une notion relativement récente, apparue dans l'analyse économique dans les années 50. Mais c'est avant tout une réalité qui exprime le profond déséquilibre mondial entre une minorité de pays riches au sein desquels 30% de la population mondiale produit et s'approprie 85% de la richesse mondiale, et une majorité de pays pauvres.

2. Terminologie

Pays sous-développés (PSD) : Ils représentent les pays dont le niveau de développement reste très faible car ils n'ont pas effectué leur décollage économique.

Pays du Tiers-monde : expression utilisée par l'économiste et démographe français Alfred Sauvy en 1952 pour désigner les pays qui cherchaient une alternative politique et économique, une «troisième voie», face aux mondes capitaliste et socialiste.

Pays en voie de développement (PVD) : expression qualifiant la situation économique des pays qui connaissent un certain décollage économique.

Pays du Sud : pays pauvres qui sont généralement situés dans l'hémisphère sud ; on leur oppose les pays du Nord, pays riches.

Pays en développement (PED) : expression utilisée par la banque mondiale pour désigner les pays dans lesquels le processus de développement est amorcé même si ces pays restent sous-développés si on les compare aux pays industrialisés

3. Pluralité des situations de sous-développement

L'examen des inégalités de développement ne permet plus d'opposer simplement les pays développés appartenant à la triade, à un ensemble homogène de pays en développement (PED) rassemblés sous le vocable de tiers-monde.

En effet, les PED sont bien loin de partager une même communauté de destin en raison d'une intégration différenciée et plus ou moins réussie de l'économie mondiale.

Les pays émergents se singularisent par des rythmes de croissance élevés ainsi que par leur intégration à la mondialisation. A l'opposé on trouve les PMA, incapables de sortir de l'ornière du sous-développement, quand leur situation ne s'aggrave pas.

Séquence 2 Indicateurs du sous-développement

Paragraphe 1 Indicateurs économiques, non économiques (humains et sociaux)

économiques	humains	sociaux
faiblesse du PNB/tête, importance de la main d'œuvre occupée par le secteur primaire (agriculture), industrialisation restreinte et incomplète, ...	Importance de l'indice de fécondité, espérance de vie à la naissance moyenne à faible, importante mortalité infantile, forte proportion de jeunes,	Importance de l'analphabétisme, faible scolarisation des enfants en âge de scolarité, sous-alimentation malnutrition,

Paragraphe 2 Classification des pays

1. Selon la BIRD

Le principal critère utilisé par la Banque mondiale pour classer les économies, est le revenu national brut (RNB) par habitant. Ainsi, on distingue les économies à faible revenu (975 dollars US ou moins), à revenu moyen (sub-divisées elles-mêmes en revenu moyen inférieur de 976 à 3 855 dollars US et revenu moyen supérieur 3 856 à 11 905 dollars US) et haut revenu (revenu supérieur à 11 906 dollars US).

2. Selon le PNUD

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a conçu l'Indice de développement humain (IDH). Outre le revenu national brut par habitant, ce dernier prend en compte le niveau de scolarisation des jeunes (durée moyenne de scolarisation et durée attendue de scolarisation) et l'espérance de vie à la naissance.

Séquence 3 Les théories explicatives du sous-développement

Paragraphe 1 Les facteurs internes

Explications	Limites
<p>↳ Le sous-développement, cercle vicieux de la pauvreté (R. Nurkse) les pays sont sous-développés parce qu'ils sont pauvres ce qui les enfonce plus dans le sous-développement.</p> <p>↳ Le sous-développement, retard de développement (W. Rostow) Elaboré au cours des années 50 et publié en 1960, le modèle de Rostow constitue un modèle de référence auquel se rattachent implicitement de nombreux travaux théoriques.</p>	<p>Des pays disposant d'une épargne substantielle restent sous-développés car celle-ci est accaparée par les filiales des multinationales qui la transfèrent vers le pays d'origine ou elle est placée à l'étranger à des fins spéculatives.</p> <p>Les travaux de Rostow ont soulevé de nombreuses critiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> * conception unilinéaire de l'histoire : l'évolution d'une société est un phénomène beaucoup plus complexe qui résulte de l'interaction de plusieurs

Le développement relève d'un processus historique universel passant par le chemin unique de la croissance et ponctué par des étapes (*) qui sont des points de passage obligatoires. Si des pays sont sous-développés c'est parce qu'ils n'ont pas encore bénéficié, mais c'est provisoire, des bienfaits du décollage que les pays développés ont connu au 19^e siècle au moment de leur révolution industrielle.

(*) Voir cahier de prise de notes.

instances tant économiques que politiques ou sociales. En outre la notion d'étapes apparaît comme trop schématique parce que dans la réalité si des périodes existent effectivement il est difficile de les délimiter avec précision et les étapes peuvent se chevaucher ou même être sautées par tel ou tel pays.

* ignorance des contraintes des pays sous-développés et particulièrement celle de la dépendance.

* ambiguïté quant aux éléments de transition : d'un côté Rostow estime que pour mieux évoluer, l'économie doit être libre mais d'un côté il explique les transitions en termes volontaristes.

Paragraphe 2 Les facteurs externes

Dépendance, marginalisation, croissance sans développement sont autant de termes qui qualifient la situation du tiers-monde pour les auteurs du **courant radical marxiste**.

L'interprétation du sous-développement par ce courant s'ordonne autour de la critique de deux thèses centrales des libéraux :

↳ la thèse du sous-développement retard procède d'une vision occidentale de l'évolution des sociétés ; **le sous-développement est en réalité le produit historique de l'extension du capitalisme à l'échelle mondiale**, le fruit de la domination du « centre sur la périphérie » ;

↳ la thèse du cercle vicieux de la pauvreté n'est pas pertinente ; les sociétés du tiers-monde ne sont pas naturellement « pauvres ». Elles le deviennent en raison d'un échange inégal dans les échanges internationaux.

Les **théoriciens** de ce courant radical sont :

* **S. Amin** : toutes les sociétés sont intégrées dans un « système mondial » ; celui-ci est constitué de **deux mondes qui s'opposent** : le **centre**, regroupant les **économies industrialisées** et la **périphérie**, formée de **pays non industrialisés** confrontés à une situation de domination.

Le niveau inégal de développements s'explique par une intégration défavorable à l'économie mondiale, le centre maîtrisant les modalités de l'échange international et accumulant par là même la richesse produite dans les périphéries du Sud.

* **A. Emmanuel** : l'échange inégal constitue un prélèvement de valeur, un pays peut obtenir plus d'heures de travail cristallisées dans des marchandises qu'il n'en fournit. Une plus-value est donc extraite et transférée aux capitalistes des pays riches par le biais de l'**échange inégal**.

Paragraphe 3 L'approche de François Perroux

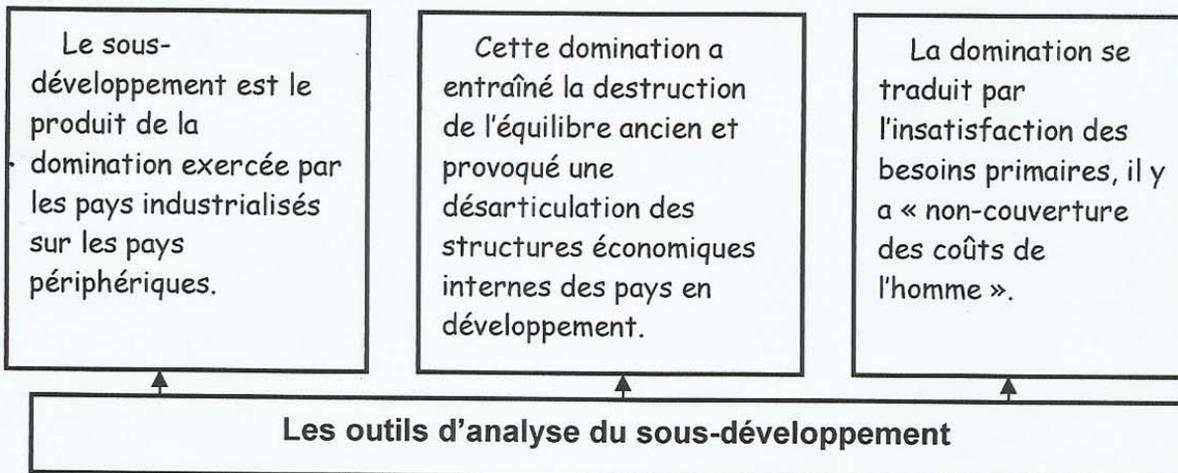
Pour cet économiste, le **sous-développement est un blocage structurel de la croissance**. Il tire trois conclusions de l'observation de trois caractéristiques du sous-développement :

Les caractéristiques du sous-développement selon F. Perroux

L'hétérogénéité des niveaux et genres de vie des pays en développement, conséquence de la coexistence de deux systèmes antagonistes.

L'absence d'interdépendance entre secteurs, régions, firmes, de sorte que les effets d'entraînement ne peuvent compenser les effets de recul.

L'incompatibilité des plans des différents centres de décision (l'individu a un objectif de survie, la FMN un objectif de profit.)



Séquence 4 Les stratégies sectorielles de développement

Paragraphe 1 approche théorique

1. Stratégies agricoles

Les pays du tiers-monde ont principalement adopté deux stratégies de développement agricole :

Type de stratégie	Caractéristiques
Réforme agraire	<p>Modification des conditions juridiques existant entre les hommes à propos de la répartition de la propriété du sol. Les modalités sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> * redistribution des terres en vue de briser le pouvoir des grands propriétaires fonciers ; * création d'exploitations de taille moyenne permettant une meilleure productivité.
Révolution verte	<p>Adoption à une vaste échelle de techniques agricoles adaptées aux conditions locales ; ces techniques reposent sur le principe de l'accroissement des rendements. Les modalités sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> * transformation radicale des méthodes de cultures elles-mêmes en vue d'améliorer le rendement agricole ; * la révolution verte s'appuie sur des processus technologiques nouveaux : introduction de variétés à haut rendement, utilisation d'engrais, irrigation.....

2. Stratégies industrielles

Types de stratégies	Appréciation
Industries industrialisantes : développement auto-centré	<p>Les plus :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Libérer les économies de la dépendance extérieure en dotant d'abord les nations concernées d'industries lourdes à même de fournir ultérieurement les industries légères ; * Rôle actif de l'Etat : protection du marché intérieur, planification. <p>Les moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Achat d'usines « clés en mains » inadaptées à la demande locale ; * Investissements coûteux et peu créateurs d'emplois ; * Effets vers l'aval limités ; * Agriculture négligée.
Substitution d'importation : développement auto-centré	<p>Les plus :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Libérer les économies nationales de la dépendance extérieure en produisant localement les biens que l'on importait jusque-là. Les achats à l'étranger de machines se substituent donc aux importations de produits finis ; * Cela suppose de protéger la production locale en élevant des barrières douanières, de s'endetter d'abord puis de rembourser les dettes en exportant ces produits. <p>Les moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Marché intérieur trop étroit, et revenu moyen de la population trop faible pour rentabiliser les investissements ; * Financement des équipements par un endettement extérieur croissant.

+ Policia
**Promotion
d'exportation :
développement
extraverti**

Les plus :

- * Dans un premier temps, l'économie locale doit produire des biens exportables (à faible valeur ajoutée) et, pour accéder au marché mondial, il faut bénéficier d'un avantage comparatif (souvent, une main d'œuvre bon marché). Dans une deuxième phase, des produits transformés sont exportés plutôt que des produits primaires. Puis les activités s'orientent vers des produits à plus forte valeur ajoutée. C'est la **stratégie de remontée de filière**.
- * Rôle de l'Etat : accroître le niveau d'instruction de la population, favoriser la remontée des filières, protéger certains secteurs : protectionnisme éducateur.

Les moins :

- * Dépendance des marchés mondiaux ;
- * Contestation sociale des populations.

Paragraphe 2 Choix sectoriels de l'économie marocaine

1. Stratégie agricole : le Plan Maroc Vert (PMV)

Premier fondement : faire de l'agriculture le principal levier de croissance sur les 10 - 15 prochaines années ;

Deuxième fondement : adopter l'agrégation (*) comme modèle d'organisation de l'agriculture ;

Troisième fondement : assurer le développement de l'agriculture marocaine dans son ensemble sans exclusion. Deux approches sont, ainsi, retenues pour dépasser le dualisme de l'agriculture au Maroc : ♦ la première dite **pilier I** : développement d'une agriculture moderne et à haute valeur ajoutée/haute productivité pour l'agriculture en terre bour en s'appuyant sur des investissements privés, ♦ la deuxième dite **pilier II** : accompagnement solidaire de la petite agriculture, à travers l'amélioration des revenus des agriculteurs les plus précaires, notamment dans les zones enclavées.

Quatrième fondement : promouvoir l'investissement privé ;

Cinquième fondement : adopter une approche contractuelle (implication de tous les acteurs privés et publics) pour réaliser le PMV ;

Sixième fondement : pérenniser le développement de l'agriculture à travers la promotion d'une agriculture durable ;

Septième fondement : préparer la refonte du cadre sectoriel (le foncier, l'eau, la fiscalité,).

(*) Partenariat gagnant-gagnant entre l'amont productif (exploitation agricole) et l'aval industriel et commercial (entreprise agro alimentaire).

2. Stratégie industrielle : le Pacte National pour l'Emergence Industrielle

Le Pacte National pour l'Emergence Industrielle 2009-2015, signé le 13 février 2009, ambitionne à l'horizon 2015 la création de 220 000 emplois, l'amélioration de l'équilibre de la balance commerciale et l'augmentation de la valeur ajoutée du secteur industriel.

Ce pacte est qualifié de **stratégie volontariste intégrée ciblant six « moteurs de croissance »**, secteurs où le Maroc a des **avantages compétitifs**. Il s'agit de : l'offshoring, l'automobile, l'aéronautique et spatial, l'électronique, le textile et cuir et l'agro-alimentaire.

Période 2 La mondialisation

Séquence 1 Notion et manifestations de la mondialisation

Paragraphe 1 Notion

- * La mondialisation est un processus engagé il y a plusieurs siècles, mais qui s'est accéléré depuis une vingtaine d'années sous l'effet d'un plus grand libéralisme économique.
- * La mondialisation est multiforme. Elle profite de l'évolution des techniques de transport de biens, de capitaux et d'informations. Elle concerne tout autant le commerce de marchandises et de services, la mobilité des capitaux, la culture, la communication, etc. Il est donc important de souligner qu'elle ne se limite pas à l'extension des échanges de marchandises à l'ensemble de la planète.
- * La mondialisation se définit comme le processus d'intégration des nations dans un espace économique mondial qui tend à échapper aux régulations étatiques nationales.

Paragraphe 2 Manifestations

1. La mondialisation au quotidien

→ Les produits proposés sont de plus en plus variés et proviennent de toutes les régions du monde. Certains parlent d'uniformisation au niveau des modes de consommation.

→ La mondialisation se manifeste, au niveau économique, par la croissance accélérée des flux de toutes sorte à l'échelle planétaire, en particulier de flux commerciaux et de flux de capitaux.

Cette vive croissance contribue à la constitution d'un espace mondial intégré qui transcende les frontières.

2. Le développement des IDE

→ Notion : transfert de capitaux d'un pays (pays d'origine) vers un autre pays (pays d'accueil) afin d'y créer une entreprise, de racheter ou de prendre une participation dans une entreprise de ce pays, l'objectif étant d'acquérir un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'entreprise.

→ La réalisation d'IDE permet aux entreprises de disposer d'un pouvoir décisionnel. Ces IDE prennent souvent la forme de fusions-acquisitions.

Les IDE se sont beaucoup développés au cours des vingt dernières années, grâce aux FMN. En effet, de tels investissements constituent une arme stratégique pour conquérir des parts sur des marchés oligopolistiques.

→ Le profil des FMN a cependant beaucoup changé. Elles existent depuis longtemps dans le domaine industriel, mais c'est désormais dans les services que l'on trouve les entreprises qui emploient le plus de salariés en dehors de leur pays d'origine.

Remarque De grandes entreprises du Sud (exemple le géant indien des logiciels Infosys) sont devenues de sérieuses concurrentes pour les multinationales du Nord.

3. La globalisation financière

→ C'est la mise en place d'un marché unifié de l'argent au niveau planétaire. Elle signifie que les agents économiques (FMN, État, ménages) peuvent emprunter ou placer de l'argent sans limites, où ils le souhaitent, en utilisant tous les instruments financiers existants.

➤ Les divers mouvements de libéralisation des flux internationaux depuis la seconde guerre mondiale ont touché également les flux de capitaux. Ceux-ci ont très fortement augmenté, principalement depuis 1985, et on assiste à une globalisation financière qui se traduit par la présence d'un seul et vaste marché planétaire.

➤ Les capitaux qui transitent entre les pays sont de trois catégories :

- ☒ les IDE qui suivent une logique économique ;
- ☒ les investissements de portefeuille qui suivent une logique purement financière ;

➤ les autres investissements regroupent en particulier les crédits commerciaux et les prêts.

➤ Plusieurs périodes peuvent être mises en évidence quant à l'orientation des mouvements de capitaux :

- au cours des années 1960-1970, l'essentiel des capitaux transite des pays développés vers les PED.
- à la suite des deux chocs pétroliers, les excédents des pays exportateurs de pétrole financent les PED non exportateurs de pétrole ainsi que les pays industrialisés ; c'est le recyclage des pétrodollars ;
- la crise de la dette en 1982, les crises financières des années 90 ont entraîné un détournement des fonds vers les pays développés ;
- aujourd'hui l'essentiel des capitaux transite entre les pays développés.

Remarque

La véritable libéralisation financière s'est produite au cours des années 80 car les États y voyaient un moyen pour financer leurs déficits publics et plus particulièrement les États-Unis. Ils mènent donc conjointement trois ensembles de mesures, c'est la règle des « 3 D » (Désintermédiation, Déréglementation, Décloisonnement).

Séquence 2 Les effets de la mondialisation

Paragraphe 1 Les effets économiques

→ L'accroissement des échanges peut être considéré comme un facteur de croissance y compris de création d'emplois. En effet, le développement des échanges entraîne des spécialisations internationales et donc des gains de productivité bénéfiques à la croissance.

Toutefois, selon le type de biens échangés, le contenu en emplois peut fortement varier et les conséquences sur l'emploi ne seront pas nécessairement positives pour tous les participants à l'échange. Dans le même ordre d'idée, la mise en concurrence des territoires et des économies nationales par les IDE, du fait de la mobilité des capitaux, ne permet plus à chacun de profiter de son insertion dans l'économie mondiale. Il est alors clair que les pays ou régions n'y gagnent pas la même chose.

→ A l'intérieur même des économies nationales, si la possibilité de consommer des produits moins chers grâce aux échanges mondialisés peut être vu comme un avantage par les consommateurs, les entreprises locales en pâtissent ce qui mène souvent à la fermeture de ces unités et donc aux licenciements. Le chômage augmente alors.

→ Enfin, la nature des investissements réalisés implique des conséquences différentes : positives quand il s'agit d'IDE qui représentent un apport de capitaux dont certaines économies nationales sont dépourvues, mais déstabilisatrices quand il s'agit d'investissements de portefeuille qui risquent à tout instant de repartir comme l'exemple de la crise asiatique l'a montré.

Paragraphe 2 Les effets socio-culturels

→ L'extension des échanges de biens, services et capitaux à l'ensemble de l'économie mondiale signifie qu'une part de plus en plus importante des habitants consomment des produits identiques. Ces produits, conçus et fabriqués aux quatre coins de la planète supposent une certaine homogénéisation des styles de vie.

→ Au-delà de son utilité pour laquelle un bien est consommé, chaque produit véhicule un certain type d'organisation sociale et certaines valeurs. Parmi ces marchandises, les biens culturels jouent un rôle particulier. Ils sont diffusés à l'ensemble de la planète par les moyens de communication modernes et sont davantage porteurs de normes et de valeurs. On assiste donc, par l'extension de la sphère marchande à l'ensemble de la planète, à une diffusion d'un modèle culturel.

→ Le contact prolongé de ce modèle culturel avec d'autres cultures produit un processus culturel : l'acculturation. Ce processus peut se traduire par l'abandon de la culture d'origine ou par l'adoption de certains traits culturels liés à ces marchandises. (...) Dans certains cas la diffusion de ce modèle rencontre des réactions de rejet et des conflits ou une recombinaison culturelle. C'est pourquoi on peut dire que, sur le plan culturel, la mondialisation produit à la fois des tendances à l'homogénéisation et à la différenciation.

Séquence 3 Stratégies à adopter face à la mondialisation

Des acteurs de plus en plus divers interviennent dans la mondialisation. Certains favorisent la libéralisation des échanges, d'autres tentent de la réguler.

➤ Les FMN sont les principaux acteurs économiques de la mondialisation. Leur stratégie est pensée à l'échelle mondiale. Il s'agit, pour elles de tirer profit des potentialités des différents territoires.

Elles développent des stratégies internationales diverses : stratégies d'approvisionnement pour accéder dans les meilleures conditions aux produits primaires ; stratégies de marché permettant, grâce à des filiales relais sur place, d'accéder directement aux marchés étrangers ; stratégies de rationalisation des filiales ateliers pour réduire les coûts de production ; stratégies technofinancières consistant à céder du savoir-faire à des entreprises clientes.

➤ Les Etats restent des acteurs importants : ils cherchent à protéger leurs intérêts au niveau économique, social et culturel. Les Etats interviennent pour rendre leur espace plus attractif en menant des politiques économiques, fiscales ou d'aménagement du territoire susceptibles d'attirer les investissements étrangers. Ainsi, la mise en place d'infrastructures de transport modernes et efficaces, de zones franches bénéficiant d'avantages économiques, ou bien l'adoption de législations sociales favorables permettant d'attirer les capitaux et les activités.

Remarque Les Etats ont un poids inégal dans la mondialisation

➤ Les organisations internationales accompagnent et régulent la mondialisation : Les institutions internationales ont amorcé un tournant ; la Banque Mondiale a fait de la lutte contre la pauvreté son objectif principal alors que l'OMC est soumise à de fortes pressions afin de prendre en compte des normes sociales et environnementales dans l'organisation des échanges.

Remarque Ces organisations restent contrôlées par les Etats du Nord. D'autres organisations tentent de protéger les intérêts des pays du Sud. Il s'agit essentiellement issues de l'ONU comme le PNUD, l'OMS ou l'UNESCO

➤ Les organisations non gouvernementales (ONG) affirment leur rôle : ces associations qui interviennent dans de nombreux domaines comme l'aide humanitaire, la protection de l'environnement, participent à l'émergence d'une opinion publique mondiale qui leur permet d'être reconnues et prises en compte par les organisations internationales, les Etats et les FTN. Ces ONG participent ainsi directement à la création d'une « société civile mondiale » par leurs campagnes de sensibilisation.

Période 3 La nouvelle économie

Séquence 1 Notion de nouvelle économie

La nouvelle économie concerne toutes les évolutions techniques qui, par leur émergence et leur diffusion, ont pour conséquence de faire naître des comportements économiques nouveaux et, par là, de susciter de profonds changements structurels.

Une façon également extensive de définir technologiquement la nouvelle économie est de considérer que celle-ci se caractérise par l'importance qu'y ont l'immatériel, le savoir, la connaissance : le poids des dépenses en R&D et celui de l'investissement en capital humain se sont exceptionnellement accrus.

Séquence 2 La genèse de la nouvelle économie

Paragraphe 1 Au niveau universel

❖ A l'origine de la nouvelle économie, il y a la troisième révolution industrielle porteuse d'un nouveau cycle long de croissance. Les TIC ont été porteuses d'une grappe d'innovations radicales, à large diffusion.

❖ La nouvelle économie s'appuie sur un ensemble d'industries motrices (informatique, semi-conducteurs, télécommunications, logiciels, services informatiques,...).

❖ Cette révolution est donc fondée sur des activités fortement mobilisatrices en capitaux et nécessitant de lourds investissements éducatifs.

Paragraphe 2 Au Maroc

☺ Au Maroc, les NTIC revêtent une importance primordiale et figurent parmi les priorités de l'Etat. Vecteur de développement important pour le Maroc, le secteur des NTIC a connu une grande mutation ces dernières années, avec notamment l'introduction de la concurrence.

☺ En effet, un nouvel environnement libéralisé, déréglementé et régulé a été mis en place :

- séparation des activités de la poste de celles des télécommunications ;
- séparation des fonctions de la réglementation de celles de l'exploitation ;
- mise en place d'un organe de régulation du secteur des télécommunications : l'ANRT.

Grâce à ces efforts, le Maroc a été classé, en 2006, 1^{er} pays africain dans le secteur des télécoms et des TIC par l'Union Internationale des Télécoms (UIT).

Séquence 3 Les conséquences

Conséquences positives	Conséquences négatives
<ul style="list-style-type: none">* baisse des coûts de production ;* amélioration de la qualité des produits ;* amélioration des conditions de travail ;* choix plus efficaces car transparence ;* création de richesses et d'emplois.	<ul style="list-style-type: none">✓ instabilité de l'environnement ;✓ risque élevé quant à la rentabilité des investissements ;✓ utilisateurs exposés à différents dangers.